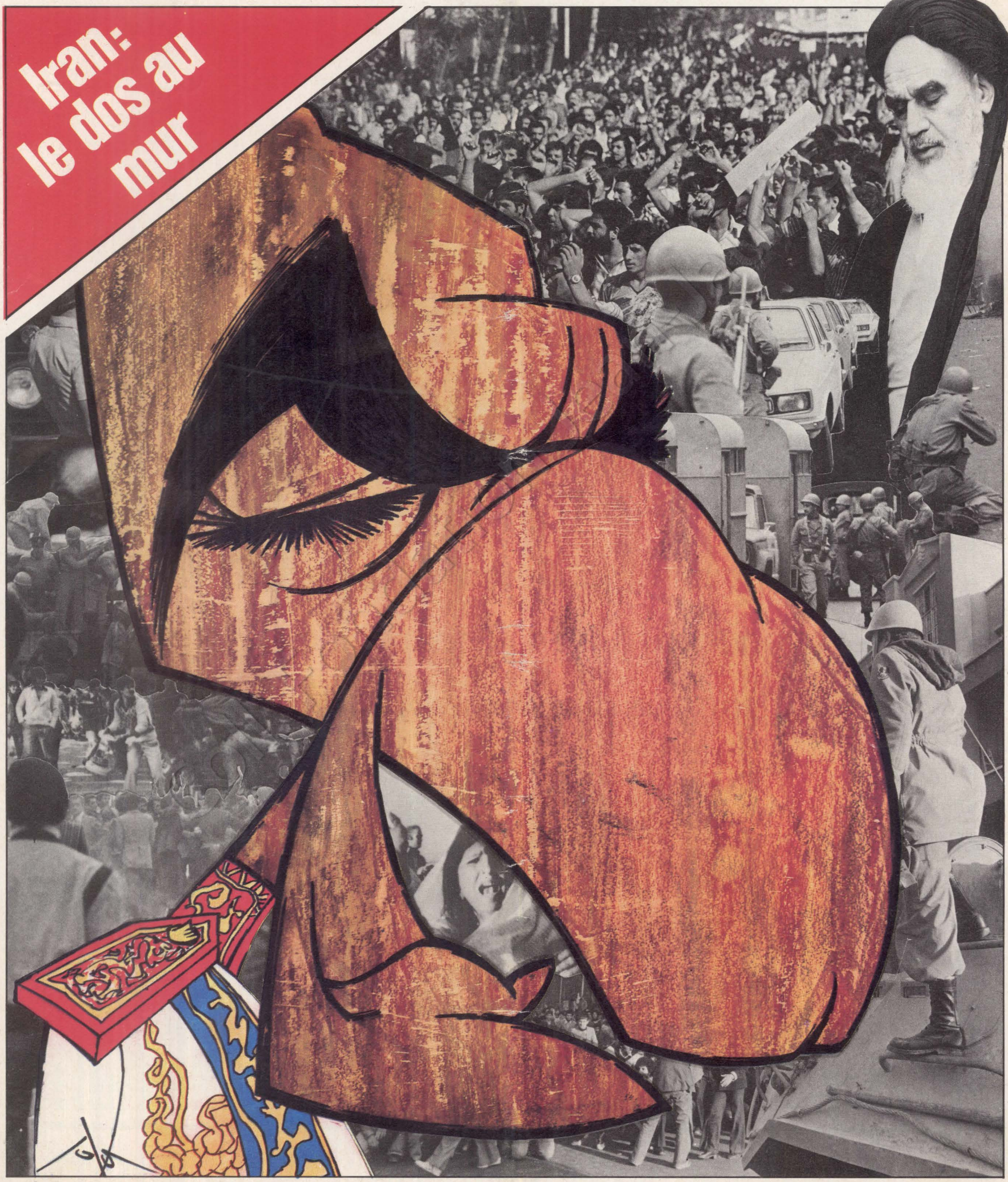
l'unité

N° 319 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 15-21 décembre 1978

Iran: le dos au mur





JANVIER

1 lun	1881 - Mort de BLANQUI — Jour de l'an
2 mar	
3 mer	
4 jeu	
5 ven	
6 sam	
7 dim	Epiphanie
8 lun	
9 mar	
10 mer	
11 jeu	
12 ven	
13 sam	
14 dim	
15 lun	
16 mar	
17 mer	
18 jeu	
19 ven	
20 sam	
21 dim	
22 lun	
23 mar	
24 mer	
25 jeu	
26 ven	
27 sam	
28 dim	
29 lun	1840 - Naissance de VAILLANT
30 mar	
31 mer	

POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, LA SECTION DE MAISONS-ALFORT EN ACCORD AVEC LA COPAPS ÉDITE UN CALENDRIER A LA ROSE.

Excellent moyen de propagande et de financement pour les sections ; il est possible d'en passer commande à :

J.-F. REDON 24, rue Edmond Nocard - 94700 MAISONS-ALFORT

Paiement à la commande ou contre-remboursement
(libeller le chèque à l'ordre de Claude Muller - C.C.P. Paris 6838 - 90 P)

Tarif :

jusqu'à 99	: 10 F pièce	de 500 à 999	: 6 F
de 100 à 499	: 7,50 F	au-delà	: 5 F

Coll. Fondation Jaurès

sommaire

4 **Social**
Sidérurgie : une catastrophe nationale, par Guy Perrimond

5 *Le plan sidérurgie du P.s.*

6 *Boulogne décrète l'état d'urgence, par Christine Cottin*

9 **France**
Les jeunes giscardiens existent, je les ai rencontrés, par Francis Pisani

10 *Majorité : Chirac fait des ricochins..., par Claude Estier*

11 *P.c. : hommes de marbre et hérétiques, par Antoine Violet*

12 **Monde**
Espagne : les incertitudes d'un oui massif, par Gilbert Sans

13 *Maroc : le pari de l'opposition, par Claude Estier.*

14 *Iran : le dos au mur, par Jean-Loup Reverier*

21 *Golda, par François Mitterrand*

22 **Société**
Me Badinter : « La peine de mort agonise mais le Pouvoir n'a pas le courage de l'abolir » (propos recueillis par Jean-Loup Reverier)

25 *Transports aériens : les voies du ciel sont de moins en moins impénétrables, par Marie-José Bernardot*

27 **Spectacles**
L'histoire de la musique en 1100 pages, par Claude Glayman

30 *Au risque de faire plaisir, une sélection de livres-cadeaux par Jean-Paul Liégeois.*

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 7,8,19), Barrigue (pages 16, 17, 18, 26), Cagnat (page 22), Coureuil (pages 15, 25), Pascal Lebrun (page 27), Piem (page 23), Pym (pages 9, 10, 30, 31, 32), Solo (pages 1, 10, 11, 32, 33), Sygma (pages 4, 6, 14, 21).

• « L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.

NOTRE campagne d'abonnements-cadeaux devait prendre fin le 1er décembre. Mais devant le succès qu'elle continue de remporter (une moyenne de 250 à 300 nouveaux abonnements chaque jour) nous avons décidé de la prolonger d'un mois. Ce qui permettra également à tous ceux dont l'abonnement arrive à échéance (ils sont particulièrement nombreux pendant les prochaines semaines) de profiter, en le renouvelant, de l'offre exceptionnelle valable pendant cette période au terme de laquelle nous sommes convaincus que « l'Unité » aura accompli un important bond en avant.

Rappelons donc que toute personne souscrivant avant le 31 décembre (c'est aussi une occasion de vous faire ou de faire à l'un de vos amis un cadeau de Nouvel An) un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :

— soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion) ;

— soit celui de Jean-Paul Liégeois « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».

Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.

Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous en remercions.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand



☐ le livre de Jean-Paul Liégeois



Date

Signature



Boulogne : une usine abandonnée, des tonnes de poissons invendues, une ville frappée de plein fouet.

Sidérurgie : une catastrophe nationale

LES sociétés sidérurgiques ainsi rénovées seront pleinement autonomes et responsables de leur gestion. » Le 20 septembre, le Conseil des ministres, qui venait d'accorder 30 milliards de francs aux sidérurgistes, prenait quelques précautions. C'est que Raymond Barre tenait tout à la fois à prouver son « libéralisme » et à éviter d'être tenu pour le responsable direct des restructurations à venir. Leur première conséquence est connue : 20 000 licenciements viennent d'être annoncés !

Le plan gouvernemental était simple. Tout d'abord, remettre à flot financièrement les principaux groupes sidérurgiques en faisant payer cet effort à la collectivité. Ce n'était pas la première fois, le plan de septembre étant le cinquième ! Mais en laissant aux gestionnaires mis en place une totale autonomie, ce qui leur a permis d'être fidèles à la politique traditionnelle des sidérurgistes : faire payer aux salariés leurs erreurs.

Il y a des années que la sidérurgie française va mal. Il y a des années que les investissements faits le sont au mépris de toute rationalité économique : on abandonne la Lorraine pour Dunkerque ou Fos, on revient en Lorraine, on construit de nouvelles unités en évitant de moderniser celles qui existent déjà, on investit à l'étranger plutôt qu'en France, et lorsque l'on investit dans l'Hexagone — cela arrive —, les unités mises en place, comme celle de Dunkerque, se révèlent être champions toutes catégories pour les accidents du travail.

Face à des problèmes somme toute très classiques — concurrence internationale féroce, faible rentabilité de certains investissements, etc, —, les directions mises en place en septembre n'ont pas cherché à innover. Leurs premières décisions sont, elles aussi, très « classiques » : le chômage frappant plus de 20 000 salariés pour les deux principaux groupes, Sacilor-Sollac et Usinor-Chiers. Plus de 20 000 salariés sur les 81 000 employés, soit un sur quatre. Ce qui, pour les régions concernées — le Nord et la Lorraine —, est une véritable catastrophe.

Pratiquement, toutes les usines des deux groupes sont touchées. Pour Sacilor-Sollac, qui d'ici à 1980 veut licencier 8 500 personnes, il semble que les événements iront vite. A Hagondange, Fensch, Homécourt, les plans de restructuration précédents ayant épuisé les



Les fédérations bretonnes du P.s. ont réussi le pari qu'elles avaient pris en organisant samedi dernier à Rennes une journée sur l'emploi. Un meeting suivi par une foule considérable, plus de sept mille personnes à travers la ville dans le cortège conduit par François Mitterrand et Michel Rocard, de longs comptes rendus dans la presse régionale et locale ont montré à la fois la force du P.s. dans cette région et la gravité du problème qui s'y pose en matière d'emploi.

Edmond Hervé, maire de Rennes, et Louis Le Pensec, député du Finistère, ont traduit la crise en deux chiffres : avec soixante-sept mille demandeurs d'emploi en novembre contre cinquante-deux mille en juillet, les Bretons sont parmi les premières victimes des choix actuels du Pouvoir.

mises à la retraite anticipée, la direction de Sacilor, qui se doute que les départs volontaires seront rares, a déjà décidé de demander l'autorisation de licencier pour raison économique 2 500 personnes. Usinor-Châtillon, lui, envisage des coupes encore plus sombres (12 500 personnes) : les usines de Longwy et Denain sont les plus touchées mais aussi celles de Valenciennes, Dunkerque et Thionville.

Des régions saignées à blanc

Il est difficile de mesurer toutes les conséquences de cette saignée pour les deux régions touchées. Des villes entières en Lorraine vivaient de « l'acier », le décor urbain l'affirmait. Dans certaines d'entre elles, il n'y avait que la sidérurgie et le commerce. Imaginez un salarié sur quatre mis au chômage, venant s'ajouter aux chômeurs déjà enregistrés. Tentez de calculer les conséquences sur le commerce et l'artisanat, sur le budget des collectivités locales ! Voilà pour l'économique. Pour le reste, des hommes et des femmes sans avenir, sans perspective de reconversion, contraints au départ. Pour où et pour quoi faire ? Car, sur place, rien n'a été prévu — ni emploi ni formation. Depuis des années, on sait que la sidé- →

Boulogne décrète l'état d'urgence

Plus que jamais, depuis la journée « ville morte » le 7 décembre, Boulogne, premier port de pêche français, vit à l'heure de la solidarité. Le 12 décembre dernier, encore, au stade « Bucaille » de la ville, un match de basket était organisé, le soir, au profit des travailleurs boulonnais en difficulté. L'amicale sportive organisatrice, riche en militants socialistes, attendait entre 2 000 et 2 500 spectateurs.

« Il faut bien ça, compte tenu du nombre de chômeurs dans le Boulonnais », affirmait Michel Carlier, socialiste et conseiller économique à la mairie de Boulogne. Depuis l'annonce, à la fin de novembre, des 1 569 licenciements aux A.p.o. (Aciéries de Paris et d'Outreau) — dont 1 050 dans la banlieue de Boulogne —, c'est une région entière qui a décrété l'état d'urgence. Et avec quelle énergie : les Boulonnais eux-mêmes n'en reviennent pas. Depuis 1936, ils n'avaient pas vu ça. Le 7 décembre à 9 h 30, ils étaient déjà des milliers quai Gambetta, malgré le froid, à attendre le départ de la manifestation conduite par les représentants syndicaux et des partis de gauche. Des écharpes tricolores, bien sûr, parmi lesquelles celles de Guy Lengagne, maire socialiste de la ville, et celle du député socialiste de la 6e circonscription, Dominique Dupilet. Entre quinze et vingt mille personnes dans les rues, toutes les boutiques fermées, le port silencieux, la circulation coupée, les trains arrêtés : ce jour-là, Boulogne était bien une « ville morte ». Ou plutôt une ville qui, toutes affaires cessantes, a voulu, en répondant à l'appel de tous les syndicats, des mouvements de jeunesse (M.j.s., M.j.c., J.o.c., J.o.c.f.,) des associations familiales, de la Fédération Cornec et des partis de gauche, démontrer qu'elle n'entendait pas mourir sans rien dire.

Les A.p.o. sont les premiers producteurs européens de ferro-manganèse (additif nécessaire à la production de l'acier). Dire qu'elles représentent la première entreprise de Boulogne n'est pas suffisant. Avec 2 500 salariés, elles emploient près du cinquième des effectifs industriels de l'agglomération boulonnaise. A elles seules, les A.p.o. fournissent 29 % du trafic « marchandises » du port de Boulogne. Les 1 050 licenciements — 400 aux aciéries de Pont-de-Briques, au-dessus du port, et 650 aux hauts fourneaux du Portel — ont donc été ressentis comme une catastrophe régionale. « Le Boulonnais compte déjà près de 6 000 chômeurs, explique Guy Lengagne. Avec les licenciements des A.p.o., notre taux de chômage va passer de 14 % à presque 19 % ! On est loin des 6 % au plan national ! »

C'est pourquoi, le jour de la manifestation « Boulogne ville morte », les métallos n'ont pas été les seuls à descendre dans la rue. A leurs côtés, les pêcheurs (environ 7 000 travailleurs dans l'incertitude des prochains règlements sur les lieux de pêche), les salariés de Baignol et Farjon et Blanzy-Conté-Gilbert (crayons, feutres, markers...) : 800 travailleurs attendent un plan de restructuration pour la fin du mois de décembre. A la C.g.c.t. (1 050 salariés) aussi, les effectifs doivent être réduits à cause de l'électronisation du marché du téléphone. En bref, pour les dix premiers mois de l'année, le Boulonnais a enregistré 1 158 licenciements. Un chiffre qui vient de doubler avec ceux des A.p.o.



Assemblée générale des ouvriers des A.p. o.

→

rurgie est malade. Systématiquement, on a refusé les investissements permettant à certaines entreprises de demeurer concurrencielles. On s'est toujours refusé à prévoir des industries de remplacement pour le jour où... Les pouvoirs publics avaient envisagé de demander aux constructeurs automobiles de s'implanter en Lorraine : pour l'instant, aucun n'a répondu. Et les prises de contact opérées par des groupes japonais ne peuvent pas laisser espérer la création de plus de 6 000 emplois. Mais pas avant 1984.

Au nom du patronat

C'est dire si les licenciements annoncés en début de semaine sont dramatiques pour la vie des régions considérées. Or, par rapport aux plans précédents, il y a une petite nuance qu'il faut se garder d'oublier. Jusqu'à présent, à chaque crise, le gouvernement promettait, renflouait les sidérurgistes et attendait la crise suivante. Or, cette fois, aucune argutie juridique, aucun faux-semblant ne peut faire oublier que les sociétés mises en cause sont — pour l'essentiel — propriété d'Etat. Même si celui-ci n'est pas « le » propriétaire, le plan de septembre en fait le maître du jeu, le responsable. Or, le gouvernement n'a rien fait d'autre que de poursuivre la politique antérieure. Rien n'a été tenté pour trouver des solutions originales qui évitent les drames sociaux. Où sont les projets de reconversion du tissu industriel des deux régions, les projets de reconversion du personnel, la formation nécessaire. Où sont les mesures sociales permettant d'amortir les chocs, d'éviter les tensions. Face aux problèmes posés, l'Etat a réagi en patron. Pour rendre la sidérurgie rentable, il n'a rien trouvé de mieux à faire que de supprimer du personnel. C'est ce que l'on appelle « rationaliser l'acier français et le rendre compétitif »...

A vrai dire, les choix étonnent. Pas ceux portant sur le personnel à licencier, mais sur les fabrications, les investissements. En Lorraine, par exemple, rares sont ceux qui expliquent le choix de Neuves-Maisons contre Longwy pour implanter une aciérie à oxygène par des impératifs techniques ou commerciaux. Certes, l'aciérie de Neuves-Maisons, dont la construction avait été stoppée en juillet, bénéficiait d'une avance : elle était aux trois quarts construite. Pourtant, construire une aciérie à Longwy aurait semblé logique. Là existe un ensemble auquel il ne manque que... l'aciérie. Comment empêcher, dès lors, que les Lorrains donnent une explication « politique » à un tel choix, la circonscription de Longwy votant « plus mal que celle de Neuves-Maisons » ? Que d'autres impératifs aient joué est possible, par exemple la volonté de conforter la sidérurgie sur l'axe de la Moselle, canalisée de Thionville jusqu'à Neuves-Maisons. Pourtant, l'ensemble des décisions et la priorité donnée aux lienciements rendent illogique ce qui pourrait paraître avoir un minimum de cohérence.

C'est que l'essentiel des mesures tend,



Occupation symbolique de l'Hoverport de Boulogne.

Une chose est certaine : victime de la crise de la sidérurgie, les A.p.o. n'en ont pas moins été « oubliées » par le dernier plan de sauvetage gouvernemental pour cette branche industrielle. « De toute façon, commente Dominique Dupilet, cela permet de juger de l'efficacité de la politique du pouvoir : plan de sauvetage ou non, cela se traduit toujours, pour les travailleurs, par des licenciements ».

En attendant, à Boulogne, on a déjà pu constater l'impact indiscutable d'une manifestation comme celle du 7 décembre. Le lundi suivant, toutes les portes se sont ouvertes, à Paris, pour recevoir la délégation de 350 travailleurs des A.p.o. « descendus » pour défendre leur dossier : aussi bien au siège de la société qu'au ministère de l'Industrie et au tribunal de commerce. Maintenant, les assurances se multiplient. Mais bien sûr, leur a-t-on affirmé, le Boulonnais pourra être inclus dans les zones sinistrées du chômage pouvant bénéficier de l'aide du fonds spécial d'adaptation industrielle. Mais bien sûr, l'Etat va participer financièrement au sauvetage industriel des A.p.o. Comme par enchantement, 51 millions de francs viennent d'être débloqués pour favoriser la reprise des A.p.o. par deux groupes. D'un côté, les Aciéries du Manoir-Pompey veulent bien se charger de l'activité « fonderie acier », mais ne gardent que 800 des 1 200 salariés. De l'autre, la Comireg — filiale d'une compagnie qui dépend à 44 % de U.s. Steel, un groupe américain possédant déjà 27 % du capital des A.p.o. — reprend les Hauts Fourneaux de Boulogne et liquide, au passage, 450 des 1 100 salariés. Quant au siège parisien des A.p.o. (87 personnes), il est purement et simplement liquidé, ainsi que l'usine d'Hirson, dans l'Aisne (432 personnes).

Sans aucun doute, l'ampleur de la protestation populaire a poussé l'Etat à accepter de financer le sauvetage des A.p.o. Sans ce financement, les deux sociétés preneuses avaient fait savoir qu'elles n'étaient pas intéressées. Mais les élus et responsables socialistes ne peuvent songer, sans amertume, au gaspillage qui aurait pu être évité si l'on avait pris en compte les innombrables interventions et mises en garde faites depuis 1975, quand les effectifs boulonnais des A.p.o. ont déjà été réduits de 3 360 à 2 500 salariés.

Pour le maire de Boulogne, l'attitude du gouvernement envers les A.p.o. est révélatrice : « Encore une fois, constate-t-il, le sauvetage d'une entreprise d'intérêt national se fait aux conditions imposées par les sociétés capitalistes, qui les reprennent au détriment des travailleurs. Encore une fois, alors que le dossier des A.p.o. n'a fait qu'empirer depuis un an, on a attendu la dernière minute, et les travailleurs sont les derniers informés. »

CHRISTINE COTTIN



au mieux, à assurer la même production à un moindre coût, par un dégraissage en effectifs, et le plus souvent à éliminer des productions.

Pourtant, des solutions existaient. Non qu'il soit possible, par un coup de baguette magique, d'augmenter la consommation d'acier — la crise, la stagnation de la production industrielle sont des réalités difficiles à contourner — ou de s'enfermer dans un protectionnisme sans avenir. Dans le courant de 1977, le P.s. publiait un plan sidérurgie qui est, dans ses grandes lignes, toujours valable. Nous en publions en page 8 l'essentiel. Appliquées, ces mesures auraient évité la crise actuelle et permettraient aujourd'hui d'assurer notre production tout en protégeant les salariés et en développant l'économie régionale.

C'est cela que le gouvernement n'a pas voulu. C'est lui, et non plus le seul patronat, qui portera la responsabilité de la mise à mort d'une industrie et d'une région. Au nom des intérêts de ce patronat.

GUY PERRIMOND

Le plan sidérurgie du P.s.

L'objectif du plan sidérurgie du P.s. est quadruple :

1. Assurer et garantir l'emploi et les droits des travailleurs ;

2. Maintenir et développer de façon compétitive la sidérurgie française, industrie de base nécessaire à l'économie et à l'indépendance de la France ;

3. Mettre en œuvre le processus autogestionnaire de contrôle et de gestion des travailleurs dans leur entreprise ;

4. Réorganisation des structures de production.

Il est clair que ces objectifs ne sont pas indépendants les uns des autres.

Politique d'emploi et politique sociale

Le P.s. affirme qu'il est possible de procéder aux modernisations nécessaires de l'outil sidérurgique, sans avoir recours aux licenciements massifs et sauvages, seule arme du patronat.

L'emploi dans la sidérurgie peut être garanti par l'adoption immédiate des mesures suivantes :

Abaissement de l'âge de la retraite (cinquante-cinq ans), en commençant par les postes de production.

Adoption systématique de la cinquième équipe.

Réduction du temps de travail, en commençant par les postes en continu.

Réduction — partout où c'est possible — du travail en continu.

Amélioration des conditions de travail.

Amélioration des conditions de sécurité.

Mise en place d'une formation professionnelle pour l'orientation éventuelle vers les industries à créer.

Mise en place d'un statut du sidérurgiste.

Non seulement, l'adoption de ces mesures permettrait de maintenir les 20 000 emplois actuellement en cours de suppression, mais elles permettront aux travailleurs de travailler et de vivre dans de meilleures conditions.

Leur coût — chiffré à 2,5 % environ de la masse salariale — sera compensé par une amélioration de la productivité — conséquence des restructurations et des modernisations nécessaires — et par une augmentation de la production (relance de la consommation, diversifications industrielles, développement des industries utilisatrices).

Objectifs industriels

• Maintenir et développer une sidérurgie française en tant qu'outil autonome de production d'acier et de première transformation.

• Couverture des besoins nationaux à 75 % pour les produits à faible valeur ajoutée et suffisante pour les autres produits de façon à assurer un excédent pour les exportations de 3 millions de tonnes.

• Développement axé sur les produits à technologie avancée et/ou exigeant des équipements importants.



• Développement des aciers spéciaux.

• Rapprocher et lier les usines productrices des usines utilisatrices.

• Orientation des producteurs vers une diversification avale.

• Les investissements nécessaires pour le développement, la création, la modernisation, la rationalisation des outils de production devront être faits au niveau national et non pas entreprise par entreprise. Les investissements porteront en priorité sur la modernisation et l'amélioration de la productivité.

Dans le cadre de la planification, le développement de la sidérurgie est lié à une politique d'aménagement du territoire, avec implantation dans les régions productrices, et en priorité en Lorraine, dans le Nord et les Bouches-du-Rhône, de nouvelles industries.

Si des études détaillées sont nécessaires, on peut néanmoins proposer par ordre de rapidité de réalisation : automobile (carrosserie ou mécanique) par décentralisation ; mécanique lourde classique, charpente métallique ; mécanique et chaudronnerie lourde.

Une politique de recherche doit être mise au point, axée sur des procédés nouveaux : coulée continue, réduction ; sur des produits nouveaux : aciers spéciaux, aciers soudables ; sur les procédés assurant la sécurité, permettant la réduction du travail posté et à feu continu ; sur l'antipollution ; les économies d'énergie et de matières premières.

Structures et moyens

Toutes les participations détenues par l'Etat seront regroupées dans un établissement public d'Etat, qui aura pour mission :

— de coordonner et de rationaliser les investissements et les structures de production ;

— de définir une politique d'accords internationaux (approvisionnement, participation technique et financière) ;

— de définir une politique sociale et de l'emploi ;

— de contrôler les sociétés d'exploitation ;

— d'assurer et de contrôler la mise en place du pouvoir effectif des travailleurs au sein de chaque entreprise et à tous les niveaux.

Les sociétés d'exploitation subsisteront dans une première phase dans leurs structures actuelles.

Contrôle des travailleurs

Le P.s. réaffirme que, l'Etat détenant une part largement majoritaire dans les principaux groupes et dans les sociétés productrices, les dispositions prévues pour l'extension des droits des travailleurs dans le secteur public seront applicables et appliquées.

De cette façon, le processus de contrôle et de l'exercice du pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans leur entreprise sera engagé.

Les jeunes giscardiens existent, je les ai rencontrés

Si vous n'avez pas le talent des Beatles ou des Stones et que, comme Balavoine, vous rêvez que les filles se jettent à vos pieds en hurlant votre prénom, il ne vous reste qu'à être président de la République. Valéry compte maintenant des « groupies » par dizaines de milliers, et il les fait venir du fin fond de la France profonde (30 F, bouffe comprise) pour qu'ils aient une chance de le voir, l'entendre, l'applaudir, communier avec lui. Pour ce qui est de le toucher, il faudra repasser ; car, contrairement à ce qu'il dit, ses gardes du corps sont bien présents.

Il n'est pourtant pas fier, notre président. C'est même un mec super. Figurez-vous qu'il a commencé son discours à la jeunesse de France, d'Andorre et de Monaco par le mot « salut ». Comme un jeune, exactement comme un jeune. Super. Et pas démagogue pour un sou. Juste après, il a dit : « Je vous parlerai comme à des adultes », et il s'est mis à faire un discours aussi rasoir que tous les autres.

Tous les poncifs étaient au rendez-vous, depuis l'« avenir » jusqu'à la « flamme » que sa génération entend transmettre à celle qui ne se bouscule pas trop au portillon. La liberté, c'est bien. La compétition, c'est pas mal. Tout cela au service de la construction de l'Europe et du monde. Bravo ! J'allais oublier l'essentiel : l'exposition de l'an 2000. Mais, comme il en parle tous les jours et que ce n'est pas pour demain, je n'y ai pas attaché beaucoup d'importance.

N'allez pas croire que le président n'a que des grands mots à la bouche. Préoccupé des problèmes concrets et immédiats de la génération du troisième millénaire, il va développer les centres d'information pour la jeunesse dans les régions, créer des circuits moto et donner un voyage gratis par mois à tous les bidasses.

Pas de quoi déclencher l'enthousiasme, tout ça. Et pourtant, dans la salle, on hurlait et applaudissait fréquemment. Des drapeaux lorrains, à côté d'un beau calicot bleu : « Valéry l'Eure-et-Loir est avec toi », attestaient qu'ils étaient venus de partout pour cette grand-messe avec chanteurs sympas et musique rock. Public jeune et mélangé, costumes cravates, gourmettes en or, mais aussi cheveux longs et jeans pas frais. Il y avait aussi des badges : « L'armée, c'est vous, c'est nous » ou « I'm stoned (Vive le hash)... » Privilège insensé ? Manque de respect calculé ? J'ignore : pour cinq francs, on pouvait acheter un coussin gonflable sur lequel était écrit : « Le président de la République s'adresse aux jeunes. » Mais de quels jeunes s'agit-il ?

« Giscard, pour moi, c'est l'homme d'aujourd'hui et de demain », m'a dit une charmante Marie-Jo venue tout exprès d'Albi (dix heures aller, douze heures retour, une performance) pour rencontrer son idole. Elle apprécie son libéralisme, qu'il lui arrive aussi de trouver excessif, par exemple dans les modalités de la loi sur l'avortement. Le discours lui-même lui semblait moins important que la « possibilité offerte aux jeunes giscardiens de prendre des contacts entre eux, de prendre conscience ensemble, de ce qu'ils commencent à former une tendance importante ». Marie-Jo est très douce et souffre beaucoup de la vie que lui font les méchants gauchistes de la fac de Toulouse. Elle qui respecte toutes les opinions. Elle n'a su que répondre quand je lui ai demandé sa réaction aux propos sur la paix d'un monsieur qui préside un pays dont les ventes d'armes sont si considérables. Mais la question était vraiment méchante.



Les « groupies » du Président

Après Marie-Jo, j'ai voulu bavarder avec d'autres jeunes d'opinions différentes. Difficile... Impossible ! J'ai dû me rendre à la raison du libéralisme avancé : pour entrer dans la salle, il fallait présenter une invitation (10 F) du Mouvement des jeunes giscardiens. La fête de la jeunesse de France se réduisait à celle des « groupies » du président.

Mais le scandale ne s'arrête pas là. Pour ce qui concerne la semaine elle-même, à laquelle d'importantes subventions ont été versées par le ministère de la Jeunesse et des Sports (le montant en est gardé secret) on n'avait invité aucune association de jeunes. Sauf les Eclaireurs et les Guides de France, qui, du coup, ont protesté. Il y avait, bien sûr, quelques stands « écolo » sympas, mais le plus important était celui de l'armée, où l'on pouvait s'essayer à un métier d'avenir : le tir au lance-roquettes électronique monté sur véhicule à moteur. Le scandale était tel que plusieurs participants ont été amenés à protester.

Le Mouvement des jeunes socialistes a, pour sa part, organisé avec Edith Cresson et Paul Quilès une distribution de tracts s'élevant contre le détournement au profit des seuls giscardiens d'une manifestation censée s'adresser à tous les jeunes de France. Peut-être devrait-on aller plus loin. Giscard, Chirac, Lecanuet font de gros efforts en direction des nouveaux, des futurs électeurs. Cela correspond à des analyses, à des calculs politiques. Si nous n'y prenons pas garde, nous risquons de constater d'ici quelque temps que la jeunesse « naturellement à gauche » s'est laissé embrigader par la droite. Il est des apriorismes qui coûtent cher.

Beaucoup se sont sentis floués en se rendant porte de Versailles. Cette semaine, plus ouverte, eût été plus intéressante. Mais j'y ai trouvé mon compte, d'abord en écoutant Carlos Santana (éternel piège du mélange politique - music-hall : qui ne s'en sert pas ?). Ensuite et surtout parce que, dans la bousculade, j'ai trouvé une pièce de 10 F. Une heure de Giscard vaut bien deux thunes !

FRANCIS PISANI

Majorité : Chirac fait des ricochins...

Renversement d'alliances ? Compromis historique à la française ? Certains commentateurs qui avancent depuis quelques jours ces hypothèses vont bien vite en besogne. Aussi évidente que soit la collusion entre le Parti communiste et le R.p.r. sur l'Europe, et même si leurs suffrages conjugués représentent une majorité à l'Assemblée nationale, on n'imagine pas encore un gouvernement dirigé par Jacques Chirac et dont Georges Marchais serait le ministre des Affaires étrangères ! Quant au renversement d'alliances, il est peut-être dans l'esprit de ceux — il s'en trouve à la fois à gauche et à droite — qui veulent à tout prix associer l'U.d.f. et le Parti socialiste. Laissons à ceux-là leurs rêves ou leurs chimères. Il est inutile de répéter que le P.s. n'a pas la moindre intention de servir



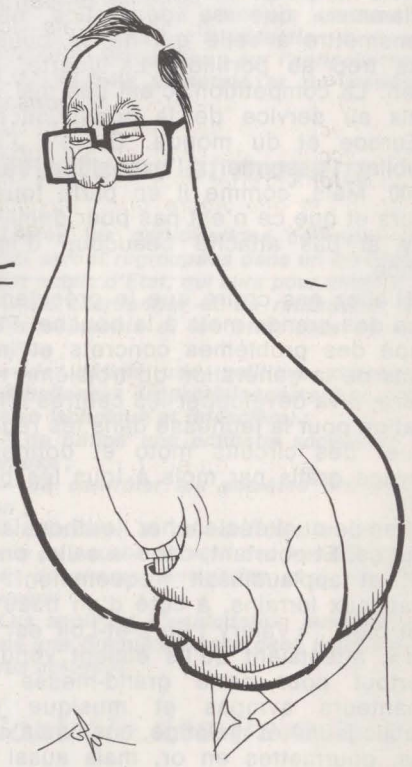
de roue de secours au giscardisme en difficulté.

Ce qui se passe à l'heure actuelle dans la classe politique, et que certains voudraient parer de considérations idéologiques, se situe en fait au niveau de manœuvres subalternes, où le cynisme le dispute à l'hypocrisie.

Chef-d'œuvre d'hypocrisie, en effet, que ce débat qui s'est déroulé lundi matin à l'Assemblée sur l'utilisation des fonds en provenance de la Communauté européenne pour la campagne des élections de juin prochain. Faisant assaut de vertu indignée contre « l'argent de l'étranger », chiraquiens et communistes ont uni leurs voix en oubliant simplement que leurs groupes respectifs, représentés l'un et l'autre à l'Assemblée de Strasbourg, ont perçu au cours de ces dernières années, et sans la moindre protestation, la part qui leur revenait du budget de la Communauté affecté au fonctionnement des différents groupes. Il est plaisant à cet égard de voir « l'Humanité » de mardi mettre en valeur la « vigueur » avec laquelle Michel Debré a combattu « l'ingérence communautaire dans les affaires françaises » et dénoncer, quelques lignes plus loin, le fait « qu'aucune analyse de classe ne sous-tendait les interventions socialistes ». Marchais-Debré, même combat ! On se croirait revenus vingt-cinq ans en arrière ! L'antisocialisme du P.c.f. l'aura décidément entraîné sur d'étranges chemins, et cela nous promet d'intéressantes analyses dans le cadre de la préparation du XXIIIe congrès !

Très différents sont les objectifs du R.p.r., ou plus exactement de Jacques Chirac, car il est clair que c'est de sa propre initiative que celui-ci a lancé, de sa chambre de l'hôpital Cochin, sa nouvelle offensive contre le président de la République et son gouvernement. Ce qui lui vaut d'ailleurs de la part d'Alexandre Sanguinetti, qui n'a pas l'habitude de mâcher ses mots, la double accusation de faire





Georges Marchais et Michel Debré, vus par Solo.

P.c.: hommes de marbre et hérétiques...

Concessions évidentes sur la forme, blocage total sur le fond. On pourrait résumer ainsi la discussion que les dirigeants du P.c.f. viennent d'avoir pendant deux jours avec quatre cents intellectuels membres du parti. L'analyse mérite pourtant d'être poussée plus loin, car elle fait apparaître deux faits importants : d'une part, la contestation chez les intellectuels communistes s'étend bien au-delà de celle exprimée publiquement par un certain nombre d'entre eux au cours des derniers mois ; d'autre part, face à ce phénomène d'assez grande ampleur, la direction mène un combat purement défensif, dans lequel elle cherche moins à répondre sérieusement aux critiques énoncées qu'à culpabiliser — au nom du « patriotisme de parti » — ceux qui expriment leurs doutes à l'extérieur.

Ouverts par une longue « information » — le terme classique de « rapport » ayant été proscrit pour la circonstance — de Georges Marchais, les débats ont tourné autour de quatre thèmes : les rapports avec le Parti socialiste, l'Europe, la position à l'égard de l'U.r.s.s. et des pays de l'Est, le fonctionnement interne du parti.

Sur le premier point, il est juste de dire qu'il s'est trouvé, parmi les présents, peu de défenseurs du P.s. Mais lorsque quelques-uns, comme Jean Rony ou Jean Elleinstein, ont suggéré que le P.c.f. portait lui aussi quelques responsabilités dans l'échec de mars, ils se sont vus aussitôt accusés de voler au secours de la social-démocratie, qui, comme chacun sait, n'est elle-même que l'auxiliaire du giscardisme ! Parmi les répliques « officielles », celle de Pierre Juquin contenait presque un aveu lorsqu'il a lancé cette phrase lourde de sens : « Fallait-il porter le P.s. au pouvoir pour gérer loyalement la crise au profit des capitalistes ? »

Même type de réaction sur l'Europe, où Jean Rony a encore servi de cible pour son article « hérétique » du « Monde ». « Quand, dans une telle bataille, quelqu'un tire dans le dos, il faut appeler cela par son nom », lui a lancé Charles Fiterman, qui s'indigne qu'on le traite d'« homme de marbre », mais qui ne se dispense pas moins d'argumenter au fond pour défendre, par exemple, la position ultra-nationaliste du P.c.f., mal ressentie par les intellectuels. Et quand l'historien Alexandre Adler regrette le ton de la réponse qui a été faite à Rony, en évoquant à son tour la position toute différente du P.c.i. sur l'Europe, il s'attire cette réplique cinglante du « libéral » Paul Laurent : « A un moment où se mène une bataille capitale entre la bourgeoisie et les forces démocratiques, le fait qu'un communiste intervienne pour dire exactement le contraire de son parti est un phénomène d'une incontestable gravité. »

Plus significatif encore a été le débat sur l'U.r.s.s. et les pays socialistes. L'expression de « bilan global positif », employée par Georges Marchais et reprise par Roland Leroy, est fort mal passée parmi les assistants, dont beaucoup — comme Eugène Cotton, Hélène Parmelin, Georges Girard, l'avocat lyonnais Ugo Ianucci et même l'historien Claude Frioux, l'un des auteurs de « l'U.r.s.s. et nous » — l'ont sérieusement contestée. Plusieurs d'entre eux ont vu là un inquiétant retour en arrière qu'a dénoncé notamment l'écrivain Raymond Jean, lequel dirigera d'ailleurs lundi prochain, à la Fnac de Marseille, un débat avec Elleinstein et Jean et Nina Kéhayan sur le livre de ces derniers « Rue du Prolétaire-Rouge », mis à l'index par la fédération des Bouches-du-Rhône du P.c.f. (voir l'Unité n° 316).

Au-delà de ces échanges parfois vifs, dont « l'Humanité » de lundi n'a rendu que très partiellement compte — aucune allusion, par exemple, à l'accrochage entre Elleinstein et René Andrieu à propos de la situation des juifs en U.r.s.s. —, ce « week-end » n'a pas dissipé en quoi que ce soit la morosité de nombreux militants communistes, pas seulement parmi les intellectuels. Les quatre cents présents n'ont reçu aucune explication à ce que Eddy Kœnig a appelé une « crise de confiance politique dans le parti », dont il voit l'une des raisons dans le fait que le discours de la direction est « bardé de beaucoup de certitudes et de très peu d'interrogations ».

Face à la description faite par Georges Marchais et qu'Etienne Balibar n'hésite pas à qualifier de « paranoïaque », il y a ceux qui élèvent la voix. Mais il y a aussi, comme l'a souligné Bernard Sobel, « les camarades qui sont malheureux et qui se taisent. C'est une question grave posée à la direction du parti ».

Posée, certes, mais nullement en voie d'être résolue.

ANTOINE VIOLET

du « national-poujadisme » et de poursuivre « une aventure individuelle ».

Il est vrai qu'en paroles Chirac est allé plus loin que précédemment ; mais, une fois de plus, en soufflant en même temps le chaud et le froid. La situation du maire de Paris devient, en effet, de plus en plus délicate au fur et à mesure que se rapproche l'échéance des élections européennes qui risquent d'être pour lui une sorte de quitte ou double.

Certes, il est fermement décidé à présenter une liste R.p.r., qu'il conduira probablement lui-même. Mais il ne peut pas exclure l'hypothèse selon laquelle plusieurs députés de son groupe seraient candidats sur la liste giscardienne. On évalue aujourd'hui à quarante-trois le nombre des députés R.p.r. qui, en cas de rupture avec l'U.d.f., se rangeraient sous la bannière du président de la République, retournant ainsi à Chirac la « politesse » que celui-ci avait faite il y a quatre ans à Jacques Chaban-Delmas. Le groupe R.p.r. a, certes, été unanime à voter lundi matin avec les communistes contre l'U.d.f. et le gouvernement, mais il ne comptait guère, autour de Michel Debré, qu'une douzaine de députés en séance, tous chiraquiens, et qui ont voté pour les autres. Si l'affrontement avait dû se produire non sur une question circonstancielle comme celle du financement de la campagne électorale, mais sur un problème de fond, il en aurait été tout autrement. Les exemples fourmillent où, après avoir livré un baroud d'honneur, le R.p.r. et Chirac se sont inclinés dès que le Premier ministre a haussé le ton. Plusieurs défections sont d'ailleurs enregistrées depuis une semaine au sein du groupe.

Et pourtant, Chirac ne pourra pas éternellement se contenter d'élever la voix pour dénoncer l'action d'un gouvernement dans lequel le parti qu'il dirige compte plusieurs ministres. Olivier Guichard a la logique pour lui, quand il dit que, s'il fallait prendre à la lettre la dernière déclaration du maire de Paris, « le R.p.r. devrait sortir de la majorité ». Et aussi quand il ajoute : « Si on ne doit pas la prendre au pied de la lettre, on place les élus du R.p.r. dans une position d'une ambiguïté rarement atteinte, même sous les régimes d'assemblée d'autrefois. »

Pour sortir de cette ambiguïté Chirac peut choisir la rupture avec Giscard. Mais, dans ce cas, il sait qu'il rompra aussi avec une partie des députés de son groupe peu désireux d'affronter de nouvelles élections contre le président de la République, qui aurait aussitôt dissous l'Assemblée. Ce serait une fuite en avant dont il n'est pas lui-même en mesure de prévoir l'aboutissement.

Il peut, à l'inverse, se limiter à ruer dans les brancards tout en restant attelé au char de la majorité. Mais il risque d'y perdre définitivement un crédit que des foucades non suivies d'effet ont déjà largement entamé.

La fin de la session parlementaire va lui donner trois mois de répit. Mais, en avril, il devra opter définitivement. D'autant qu'on sera alors à deux mois des élections européennes, qui seront pour le R.p.r. une dure épreuve de vérité. On s'intéresse aujourd'hui à Chirac parce qu'il est apparu jusqu'ici, et notamment avant les élections de mars dernier, comme l'élément dynamique de la majorité. Il en irait différemment si le scrutin de juin ramenait le R.p.r. au rang de troisième parti, derrière le P.s. et l'U.d.f.

Jacques Chirac est parfaitement conscient qu'il y a là, pour lui, un péril mortel. Mais il n'a pas encore trouvé la recette infaillible pour l'éviter.

CLAUDE ESTIER

Espagne: les incertitudes d'un oui massif

"FRANCO aurait voté non... » Il a perdu. L'Espagne n'a pas changé de Constitution : elle n'en avait pas, vivant encore sous les sept lois fondamentales du franquisme. 88 % de oui au référendum constitutionnel ; l'Espagne, monarchie parlementaire, marche vers l'Europe et la démocratie.

Pour autant, d'une première analyse des résultats électoraux surgissent quelques contradictions. Ce oui est un oui sans passion. Si les non n'atteignent pas, en moyenne, les 7 %, les abstentions, elles, s'élèvent au-dessus de la barre des 30 %. Le oui l'emporte massivement en Catalogne, en Andalousie et, globalement, dans les grands centres urbains. Au Pays basque, en revanche, le non dépasse le quart des votants ; dans l'ensemble des quatre provinces du Nord, les abstentions franchissent le seuil des 50 % : un électeur basque sur deux. Soyons justes, la peur n'explique pas tout.

Si le succès est évident pour la gauche — les oui sont écrasants dans les régions ouvrières —, il devient beaucoup plus relatif pour le gouvernement en place, naturellement désavoué au Pays basque et victime des abstentions (elles frôlent également les 50 % en Galice, région — il est vrai — considérablement arriérée).

Défaite « historique » au Pays basque

Fraga Iribarne, leader de la droite musclée, a raison d'affirmer qu'une partie de la bourgeoisie a lâché la politique de « consensus » national quelques heures avant son terme logique : lassitude devant le matraquage de la propagande officielle, laissant délibérément la rue, les murs à la gauche ; dépolitisation ou trouble mise en garde des « bien-pensants » après les vociférations en faveur du non de la fraction la plus réactionnaire du clergé (« Dieu n'est pas dans la Constitution »). Le oui massif intéressait surtout — dans le cadre d'un rapport de forces futur et plus large — les éléments progressistes.

Devenant politiquement déterminantes en Euzkadi, les abstentions ne dépassent que de 10 %, au niveau national, la moyenne des élections espagnoles, niveau comparable à celui de n'importe quelle démocratie bourgeoise occidentale. En Catalogne, l'Esquerra republicana (Gauche républicaine) — parti historique de la « Generalitat » — approche sans doute les 10 % d'abstentions actives.

Au Pays basque, la haine demeure. On



De gauche à droite : Juan Carlos, Adolfo Suarez, Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez, vus par Solo (d'après « les Ménines », de Velasquez).

ne veut plus de ces « flics » photographiés en train de piller les commerces et boutiques durant les manifestations. Aujourd'hui, le P.n.v. (Parti nationaliste basque) et l'E.t.a. fêtent une victoire arithmétiquement réelle, mais politiquement toujours ambiguë. La défaite — historique ? — du gouvernement est ici. Songe-t-il à présent au mépris dans lequel il a tenu, durant trois ans, l'ensemble du peuple basque et ses représentants qualifiés (P.s.o.e., P.n.v., Gauche patriotique) ? Surtout, il justifie aujourd'hui, par l'absurde, que seule la lutte avouée paie...

Après le référendum, les choix sont simples et limités : la négociation — sur les bases de l'autonomie — ou la guerre. Aux Cortes, Letamendia, seul député de la Gauche patriotique, a remis sa démission. Poing levé, il a lancé à la face du gouvernement un dernier « Gora Euzkadi Askatuta ! » (vive le Pays basque libre !) : crime parmi les crimes, on a laissé partir celui qui pouvait — ô combien — être « l'interlocuteur ».

La période du consensus s'achève

« Si nous ne comprenions pas, n'acceptions pas ce non, nos oui ne seraient rien, déclarait alors la pédagogue avant-gardiste et socialiste Marta Mata. Nous devons respecter et assumer les causes de ce non. » Avec Letamendia saute encore un maillon privilégié d'une possible négociation.

La période de « consensus » s'achève. Comment peut fonctionner la nouvelle démocratie espagnole ? L'U.c.d. (Union du centre démocrate, parti gouvernemental) peut aussi bien continuer à gouverner seule que provoquer de nouvelles élections générales. « Les socialistes rassemblent ici plus de 6 millions de voix, affirme Carmen Garcia, député de Madrid. L'influence du P.s.o.e. (Parti socialiste ouvrier espagnol) est aujourd'hui considérable. » Pour autant, il n'est pas question de « gérer la crise » dans un contexte où la spirale de l'inflation et du chômage tourne à plein. La période préconstitutionnelle met également fin à la modération syndicale, répondant ainsi aux vœux clairement exprimés des travailleurs.

Les tâches à accomplir demeurent immenses : démocratisation de l'appareil d'État et de l'armée, lutte contre le chômage et la vie chère, autonomies régionales et politique de paix au Pays basque, etc. Il serait, en tout cas, périlleux pour la démocratie que le premier gouvernement constitutionnel depuis plus de quarante ans ne réponde pas à l'exigence du peuple qui, par son vote massif, rejette définitivement les fantasmes du passé.

GILBERT SANS

Maroc : le pari de l'opposition

Hassan II ne passe pas pour un monarque particulièrement libéral.
Et pourtant, le Maroc est aujourd'hui le seul pays arabe où l'opposition peut tenir son congrès !

De notre envoyé spécial

Que dans un pays arabe un parti d'opposition puisse tenir un congrès avec près de mille cinq cents délégués venus de toutes les provinces, que la télévision nationale accorde plusieurs minutes à l'événement, que le même parti, qui dispose par ailleurs d'un quotidien et d'un hebdomadaire, puisse débattre librement pendant trois jours en présence d'une centaine d'invités étrangers, le fait est assez rare pour que l'on accorde l'importance qu'elles méritent aux assises que l'Union socialiste des forces populaires du Maroc (U.s.f.p.) vient de tenir à Casablanca (1).

Il y a trois ans, son premier secrétaire, Abderrahim Bouabid, décidait d'accepter le jeu de la démocratie que lui proposait le roi Hassan II, dont le régime s'était jusque-là illustré beaucoup moins par un libéralisme éclairé que par une impitoyable répression. Le pari était risqué — et, dans une large mesure, il le demeure. Mais il faut convenir que des résultats non négligeables ont été obtenus. Des élections municipales puis législatives ont eu lieu. Les truquages qui les ont accompagnées ont privé l'U.s.f.p. de nombreux sièges, mais ils n'ont pu l'empêcher d'apparaître comme une grande force structurée et implantée dans toutes les régions du pays. Un nombre important de détenus ont été libérés, bien que l'U.s.f.p. en compte encore près d'une centaine dans les geôles royales. En outre, à côté du parti lui-même, une nouvelle organisation syndicale, la Confédération démocratique du travail, est née il y a quelques semaines. Déjà fortement implantée dans l'enseignement, les phosphates, les P.t.t., chez les cheminots et dans le secteur public en général, elle est en train de vider de leur substance les syndicats officiels de l'U.m.t.

Bilan relativement positif, donc, mais dont les congressistes ne se sont pas contentés. Tout au long des trois jours de débats, applaudissant sans relâche les noms des deux grands martyrs du parti, Mehdi Ben Barka et Omar Bendjelloun, dont les portraits géants ornaient la tribune, ils ont marqué leur volonté d'obtenir une véritable démocratisation, qui suppose, en premier lieu, des élections totalement libres et organisées par un gouvernement « fort, responsable, représentatif des forces nationales ».

Quelle sera la réponse du roi ? On le dit très troublé par la situation où se trouve acculé aujourd'hui le chah d'Iran pour avoir voulu maintenir jusqu'au bout une monarchie absolue. Mais Hassan II n'est pas Juan Carlos, qui, lui, a laissé s'accomplir en Espagne le processus qui vient d'aboutir au vote d'une Constitution réellement démocratique.

Il y a trois ans, il a voulu ouvrir une soupape, et l'U.s.f.p. elle-même l'y a aidé en se montrant encore plus nationaliste que lui sur l'affaire du Sahara occidental. Position qui est encore la sienne aujourd'hui, bien que le rapport écrit de Bouabid ait été sur ce point plus violent que le discours qu'il a prononcé effectivement devant les délégués étrangers, dont beaucoup n'auraient pas approuvé son argumentation visant à nier l'existence du peuple sahraoui, et donc la représentativité du Front Polisario.

Grâce au Sahara occidental

Tant que le souverain chérifien se trouve engagé dans l'affaire du Sahara occidental, il a incontestablement besoin de l'appui de l'U.s.f.p. et il est plus ou moins contraint de lui faire des concessions. Mais qu'un règlement intervienne avec l'Algérie — ce qui pourrait se concevoir en fonction des changements qu'entraînera la disparition de Houari Boumediène — et l'U.s.f.p. pourrait se retrouver la première victime d'un éventuel retour de bâton.

Les amis de Bouabid ont conscience de la précarité de leur situation, mais ils soulignent aussi que chaque jour qui passe rend plus difficile la remise en cause de ce qui a déjà été acquis. A cet égard, le congrès de Casablanca, en faisant apparaître la vitalité du parti, la jeunesse de ses militants, leur détermination à lutter contre la corruption et les formidables inégalités jusqu'ici favorisées par le régime, leur volonté de proposer des solutions concrètes à la situation économique catastrophique que connaît le Maroc, aura marqué une date importante. Le pari de Bouabid n'est pas encore gagné, mais sans doute valait-il la peine d'être pris.

CLAUDE ESTIER

(1) La délégation du P.s. à ce congrès était composée de Lionel Jospin, Claude Estier, Jean Pronteau, Alain Chenal. Michel Rocard, invité à titre personnel, a également assisté à la dernière journée des travaux.

Iran: le dos au mur

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Telle est la question qui s'impose au lendemain des manifestations monstres qu'a connues l'Iran, les 10 et 11 décembre, à l'occasion des fêtes de la Tassoua et de l'Achoura, points culminants du mois de Moharram. Ce « mois des martyrs » a toujours été une période de mobilisation pour les chiites, notamment en Iran, sans toutefois jamais atteindre un pareil degré.

Le martyre de Hossein, le petit-fils du Prophète, supplicié dans le désert de Karbala — aujourd'hui en Irak — en 680 par le calife Yazid, s'est transformé, au fil des siècles, en symbole de la lutte que tout chiite se doit de mener contre l'oppression et l'injustice. Yazid voulait instaurer un système monarchique, étatique et militaire au sein de la communauté des peuples islamiques qu'il tentait de vassaliser. Hossein et ceux qui le suivaient s'étaient dressés contre ce dessein despotique. A l'inverse de Yazid, Hossein militait pour que la seule base de légitimité d'un dirigeant islamique soit la qualité de sa perception divine — et seul le peuple est à même de lui conférer une telle légitimité.

Le chiisme devint ainsi la religion de l'« anti-pouvoir » et, par extension, de l'« anti-chah ». Ignorer ce point fondamental, c'est méconnaître la nature du combat que mène aujourd'hui le peuple iranien contre Mohammad Reza Pahlavi, affublé du sobriquet de « Yazid ».

Devant la détermination du peuple de descendre dans la rue dimanche dernier à l'appel des religieux, du Front national — son secrétaire général, Karim Sandjabi, et son porte-parole, Darius Forouhar, ont été libérés la semaine dernière après quatre semaines de détention, en même temps que 122 prisonniers politiques dans un geste de « clémence » du souverain — ainsi que des associations d'écrivains, d'enseignants, d'avocats et des commerçants du Bazar, le chah fit autoriser les manifestations préalablement interdites en vertu de la loi martiale, en vigueur dans tout le pays. Ce faisant, le roi a suivi l'avis de ses conseillers « libéraux », comme l'ancien Premier ministre Ali Amini, contre celui des militaires les plus durs, menés par le général Oveyssi, surnommé « le Boucher », responsable de l'application de la loi martiale à Téhéran.

Karim Sandjabi porté par la foule

Personne n'a regardé de sa fenêtre la marée humaine qui a déferlé dimanche et lundi dans Téhéran et dans les grandes villes de province. Pour la bonne raison que tout le monde était dans la rue. Et les rares personnes qui n'y sont pas descendues n'avaient nulle envie de parader à leur balcon.

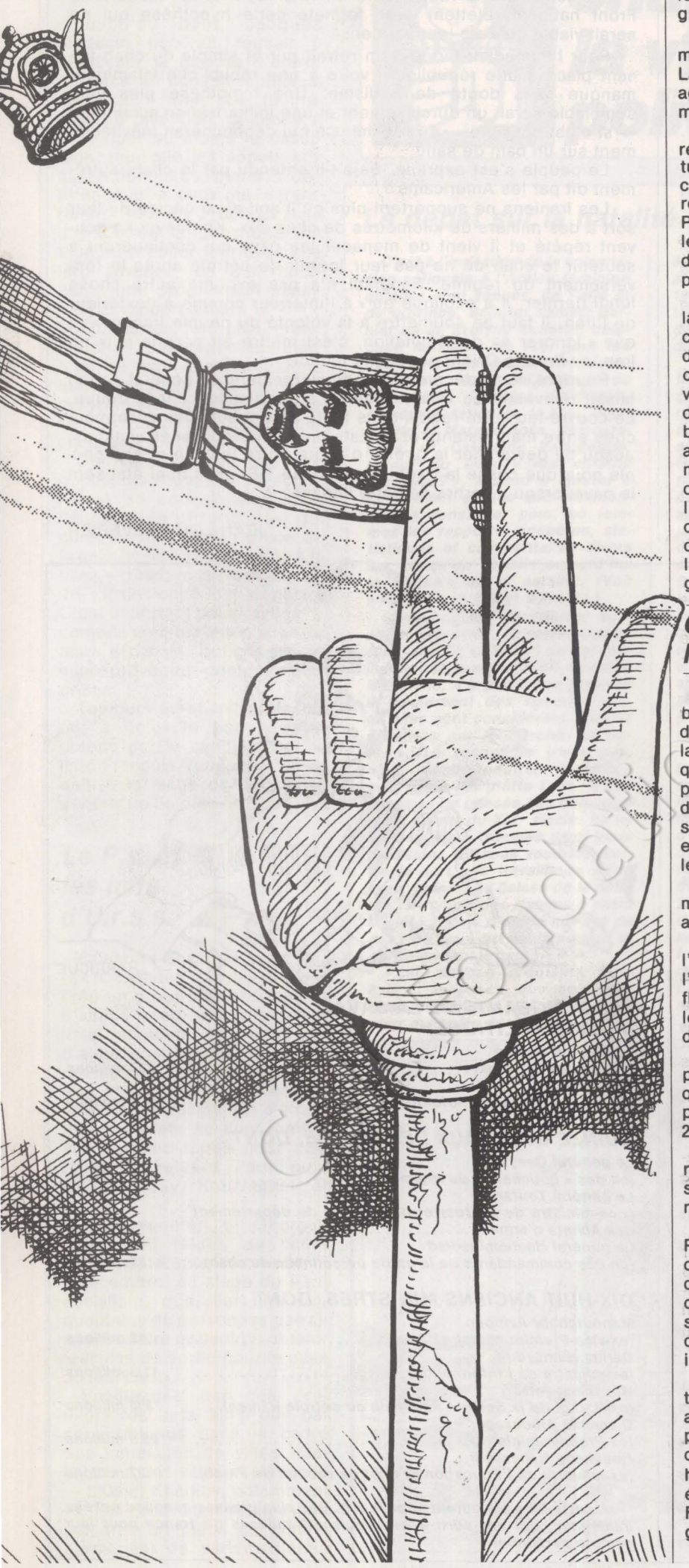
Employés de la fonction publique, commerçants, ouvriers, paysans, chômeurs, mais aussi bourgeois des quartiers cossus — hommes et jeunes en majorité, bien que les femmes et les personnes âgées aient participé aux défilés —, ces millions d'Iraniens ont apporté une nouvelle démonstration irréfutable de l'isolement total du chah et de son impopularité sans appel.

Le service d'ordre du Front national et des religieux a permis, dimanche, d'empêcher toute provocation. Ce qu'a aussi facilité le retrait des troupes dans le nord de la capitale, loin du secteur des manifestations. Les organisateurs ont de même tenu leurs engagements en obtenant que les slogans et mots d'ordre lancés le 10 décembre ne mettent pas nommément le chah en cause. Mais nul ne s'y est trompé. Les portraits de Khomeyni et de l'ancien Premier ministre Mossadagh (l'homme qui a nationalisé le pétrole en 1952 et que la C.i.a. a renversé en 1953, pour rendre les pleins pouvoirs au chah) brandis par les manifestants à travers la ville, la présence de Karim Sandjabi (porté par la foule) et de l'ayatollah Taleghani à la tête de la manifestation, des slogans tels que « Liberté, indépendance, gouvernement législatif » étaient sans équivoque.

Au demeurant, les manifestations de lundi, tout aussi massives (deux millions de personnes sont à nouveau descendues dans les rues de la capitale) que celles de la veille, ont donné lieu à des slogans tels que « Mort au chah », « Dehors, les criminels américains », ou encore « l'Iran, deviendra un nouveau Viet-



Manifestants à Téhéran, lundi dernier.



nam ». Ces slogans étaient propres à lever les derniers doutes des observateurs les plus sceptiques. Si cette journée de lundi n'a occasionné aucun affrontement dans la capitale, il n'en est pas allé de même en province. Les manifestants y ont déboulonné les statues du chah et de son père dans la plupart des grandes villes.

A Ispahan, où près d'un million d'Iraniens ont défilé, des cinémas, banques, édifices publics et restaurants ont été attaqués. La foule s'en est pris au quartier général de la Savak, dont les agents ont alors tiré sur la foule, faisant de nombreuses victimes.

Les milliers de mort et les dizaines de milliers de blessés recensés depuis l'été, l'instauration de la loi martiale et la constitution d'un gouvernement provisoire dirigé par les militaires et censé terrasser la corruption (voir encadré) n'ont nullement réussi à entamer la volonté populaire d'en finir avec le régime Pahlavi. Par-delà la démonstration qui vient d'en être apportée, les mouvements sociaux constituent une épreuve au moins aussi dangereuse pour le trône. Ils plongent depuis des semaines le pays dans une anarchie dont il se relèvera difficilement.

La production de pétrole, principale ressource, n'atteint pas la moitié de son niveau normal de 6 millions de barils par jour, et cent trente pétroliers attendent dans le golfe Persique pour prendre livraison. La production de gaz, dont l'U.r.s.s. est la première cliente, a tout bonnement cessé, les ouvriers ayant arrêté le travail pour une durée illimitée. Les principales villes manquent donc, aujourd'hui de gaz et d'électricité. La grève des douanes bloque les importations aux frontières : la file des camions qui attendent d'entrer en Iran à la frontière turque approche 40 kilomètres de long, et les bateaux mouillent dans les ports sans qu'on les décharge. La profonde dépendance alimentaire de l'Iran rend cette situation très sérieuse. Au point qu'on parle en certains endroits d'un début de famine, bien que les magasins d'alimentation, en accord avec l'opposition, soient restés normalement ouverts, alors que tous les autres commerçants du Bazar gardent leurs rideaux baissés.

Que veulent les Américains ?

Les banques ne fonctionnent pas mieux. Au millier d'agences bancaires attaquées depuis le début de l'année s'ajoutent la grève du personnel et les consignes des religieux qui, se surajoutant à la panique, ont amené les déposants à retirer leurs fonds. Les queues s'allongent devant les guichets. Les particuliers n'ont pas le droit de retirer plus de 650 F par semaine, et les chefs d'entreprise pas plus de 3 000 F. Par ailleurs, les chèques ne sont plus que très rarement acceptés. Aussi les familles vivent-elles à crédit, grâce au Bazar — qui en supporte financièrement les conséquences.

Seuls les militaires ont été normalement payés depuis deux mois, et certains prétendent même à Téhéran que les officiers auraient été augmentés de 25 %.

Les administrations et les ministères semblent pratiquement à l'abandon. Portes battantes, ouverts au tout-venant, ils offrent l'aspect de grands bâtiments désertés où la tempête aurait soufflé. C'est en particulier le cas du ministère des Finances, dont les fonctionnaires en grève ne collectent plus impôts ni taxes depuis deux mois.

Les relèvements de salaires arrachés dans les secteurs public et privé laissent prévoir un bond en avant d'une inflation qui atteignait déjà près de 25 %. Rien que pour le secteur public, la masse salariale sera, de ce fait, alourdie d'environ 20 milliards de francs.

Affolé par l'augmentation de ses dépenses et la chute des recettes, le gouvernement a décidé de pratiquer des coupes sombres dans les importations du secteur public, subitement réduites de 10 milliards de francs.

Une mesure qui aggravera la désorganisation de l'économie. Par-delà les grèves qui en paralysent les principaux secteurs, celle-ci pâtit du départ de dizaines de milliers d'Occidentaux, dont les employeurs américains, européens ou japonais cherchent depuis trois mois à se retirer d'Iran. Décision lourde de sens et qui, notamment chez les Américains, marque un manque de confiance dans les capacités de survie d'un régime qu'ils ont installé et porté à bout de bras depuis vingt-cinq ans.

Cela est tellement vrai que la décision de rapatrier les ressortissants des Etats-Unis a divisé l'administration Carter. Ce qui a amené Washington à observer une certaine prudence. L'attaque par des manifestants de plusieurs sociétés américaines, comme celle de l'immeuble de la Grumman Aircraft Corporation, à Ispahan, l'y a également incité. Cette société forme les pilotes, les équipages et le personnel d'entretien des avions de chasse F 14, un des clous de l'armée de l'air du chah. Des tracts enjoignant aux ressortissants des pays qui soutiennent le régime de

→

quitter l'Iran avant un mois ont également été distribués au début de décembre. Ces tracts précisaient toutefois que les journalistes n'étaient pas visés non plus que les Français, en raison de la présence de Khomeyni près de Paris.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, William Sullivan, avait souhaité que les Américains travaillant en Iran et leurs familles manifestent plus de sang-froid et que, tout en prenant des précautions, ils restent. Au lieu de quoi un point aérien a entrepris, depuis une dizaine de jours, de rapatrier plusieurs milliers d'Américains et — dit-on — quelques richissimes Iraniens particulièrement corrompus. Cette décision fut donc prise, peut-être pour éviter une débâcle anarchique — comme à Saïgon — contre l'avis de Sullivan, sur les conseils de George Ball. Cet ancien sous-secrétaire d'Etat de Kennedy et Johnson vient, en effet, de se voir confier une mission d'études auprès du Conseil national de sécurité, sur la situation dans le golfe Persique, et en Iran en particulier. D'aucuns y voient l'amorce d'un revirement de la politique américaine et son désir de s'adapter à l'hypothèse d'un Iran sans Mohammad Reza Pahlavi.

La situation à Téhéran est apparemment fort mal comprise outre-Atlantique, au point que Carter vient de reprocher publiquement à la C.i.a. la grande sérénité qu'elle affichait encore en août à propos de ce pays.

La perplexité de Washington n'est plus un secret pour personne. Le président américain l'a bien montré, la semaine dernière, lorsque des journalistes l'ont interrogé sur les chances de survie du régime du chah. « Personnellement, a répondu Carter, nous souhaiterions que le chah conserve un rôle majeur dans le gouvernement, mais c'est une décision qui relève du peuple iranien. » Au début de cette semaine, le président a cependant exprimé à nouveau son appui au souverain sans tenir compte de la volonté exprimée par le peuple.

Le chah se trouve comme jamais le dos au mur. Que veut-il, ou, plus exactement, que peut-il faire ? Son espoir de constituer un gouvernement de coalition qui lui permettrait de continuer à régner sans gouverner paraît désormais irréalisable.

Plébiscités par la rue, l'ayatollah Khomeyni et les leaders du Front national rejettent avec fermeté cette hypothèse qui ne serait viable qu'avec leur soutien.

Pour l'immédiat, l'idée d'un retrait pur et simple du chah faisant place à une république, voire à une république islamique, manque sans doute de réalisme. Une hypothèse plus vraisemblable serait un durcissement et une militarisation accentuée — si c'est possible — du régime. Ce qui déboucherait inévitablement sur un bain de sang.

Le peuple s'est exprimé. Sera-t-il entendu par le chah, autrement dit par les Américains ?

Les Iraniens ne supportent plus qu'il soit ainsi décidé de leur sort à des milliers de kilomètres de chez eux. Khomeyni l'a souvent répété et il vient de menacer les pays qui continueront à soutenir le chah de ne pas leur fournir de pétrole après le renversement du régime. Sandjabi n'a pas exprimé autre chose lundi dernier. Il a expliqué qu'« à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran, il faut se soumettre à la volonté du peuple iranien » et que « ignorer sa détermination, c'est mettre en péril la paix en Iran, au Proche-Orient et dans le monde ».

Pourtant, le 12 décembre, le gouvernement du général Azhari faisait réinvestir les villes, Téhéran en particulier, par la troupe. Le couvre-feu a été rétabli dans toute sa vigueur. Des escarmouches entre manifestants et soldats ont fait de nouvelles victimes. Jusqu'où devra aller la guerre d'usure entre le chah et son peuple pour que cesse la tragédie iranienne ? Et dans quel état sera le pays lorsqu'il sortira de cette impasse ?

JEAN-LOUP REVERIER

Les « rats » dorés ont fait sortir un dixième du revenu national annuel en un mois



SELON les grévistes de la Banque centrale d'Iran, 171 personnalités proches du chah auraient fait sortir du pays — entre le 21 octobre et le 21 novembre — 8,5 milliards de (nouveaux) francs, et ce par les bons soins de la Banque centrale.

A ces 8,5 milliards s'ajoutent, toutefois, 2,3 milliards qui sont sortis du pays sur 17 comptes numérotés, ce qui fait un total de 10,8 milliards de francs, soit près d'un dixième du revenu national annuel.

Quelques-uns des noms et des sommes divulgués par les grévistes :

LA FAMILLE IMPERIALE	En francs
Chahram Pahlavinia (neveu du chah et fils de la princesse Achraf)	262,5 millions
Chahrzad Pahlavinia (nièce du chah et fille de la princesse Achraf)	353 millions
Mehrdad Pahlbod (beau-frère du chah, ex-ministre de la Culture et des Arts)	139 millions
Ardechir Zahedi (ex-gendre du chah et actuel ambassadeur d'Iran à Washington)	57 millions
Mohammad-Hassan Diba (oncle de la chahbanou)	27,5 millions
A. Nasser Diba (cousin de la chahbanou)	32 millions
Ahmad Ghotbi (oncle maternel de la chahbanou)	15 millions
Reza Ghotbi (cousin de la chahbanou et ex-directeur de la radio-télévision iranienne)	53 millions
LA COUR IMPERIALE	
Amir Motachi (vice-ministre de la cour)	78 millions
A. Atabai (vice-ministre de la cour)	13 millions
Hormoz Gharib (chef des Cérémonies de la cour)	35,6 millions
Karim Pachadori (chef du cabinet privé de la chahbanou)	30 millions
Dr Jahanchah Saleh (médecin de la chahbanou)	50 millions

LES DIRIGEANTS DE LA SAVAK (POLICE POLITIQUE)	
Le général Nassiri (ex-chef de la Savak)	237 millions
Parviz Sabeti (un des tortionnaires notoires)	84,3 millions
QUINZE GENERAUX DE L'ARMEE, DONT :	
Le général Oveyssi (un des « bouchers » du régime)	77,5 millions
Le général Toufanian (vice-ministre de la Guerre et directeur du département des Achats d'armes)	175 millions
Le général Hacheminedjad (un des commandants de la garde personnelle du chah)	30 millions
DIX-HUIT ANCIENS MINISTRES, DONT :	
Manoutchehr Azmoun (ex-vice-Premier ministre)	13 millions
Darius Homayoun (ex-ministre de l'Information)	11,3 millions
Houshang Ansari (ex-P.-d.g. de la Société nationale du pétrole iranien)	300 millions
Djamchid Amouzegar (ex-Premier ministre)	26,3 millions
Houshang Nahavandi (ex-ministre de l'Education et chef de cabinet de Farah)	32 millions

A cette liste s'ajoutent sept P.-d.g. des plus grosses banques privées iraniennes, qui ont sorti à eux seuls 440 millions de francs pour leur compte personnel.

changer la vie politique

La victoire de Nice

Jusqu'au bout, Jacques Médecin espérait réussir à empêcher la gauche d'entrer en force au conseil municipal de Nice. Il avait suscité une liste de diversion, destinée à provoquer au moins le ballottage, multiplié les appels aux abstentionnistes, menacé des pires foudres ceux qui le trahiraient. Rien n'y a fait. La liste d'Union de la gauche a été élue au premier tour avec une large avance, ce qui représente une progression sensible par rapport à mars 1977. Il y a eu, certes, un plus grand nombre d'abstentions, mais n'est-ce pas aussi un signe que beaucoup d'ex-électeurs médecinistes n'ont plus envie de se mobiliser pour leur champion défraîchi ?

Outre l'entrée de quatorze opposants (dont quatre socialistes) au conseil municipal, l'élection de dimanche — qui confirme aussi que l'Union de la gauche reste très vivante à la base — marque la fin du mythe de l'invincibilité de Médecin. C'est important pour l'avenir, y compris pour les cantonales de mars prochain, qui pourraient aussi provoquer quelques surprises.

Toujours au chapitre électoral, à noter le bon résultat obtenu par le candidat socialiste François Vanneaud, qui a enlevé le siège de conseiller général de Saintes-Sud.

Le P.s. et les juifs d'U.r.s.s.

Quarante et un parlementaires socialistes français, qui ont créé un groupe d'échanges et d'amitié avec le Parti travailliste israélien, ont entrepris d'aider les juifs soviétiques qui ont fait une demande pour émigrer et se sont vu refuser leur visa. Des municipalités à direction socialiste se sont jointes aux parlementaires pour parrainer ces refusés. Parmi eux, Chtcharansky, Kouznetsov et Slepak.

Jean Poperen et Georges Dayan ont relaté, au cours d'une conférence de presse, le 6 décembre, au siège du Parti socialiste, que, sur une cinquantaine de personnes parrainées, quatre avaient pu obtenir leur visa de sortie pour le pays de leur choix.

Encouragés par ces premiers résultats, ainsi que par ceux obtenus dans le cadre des jumelages de villes françaises à des villes soviétiques — Lille et Kharkov, notamment —, les socialistes veulent que soit mis en place un comité permanent de parlementaires européens socialistes et non socialistes pour agir en ce domaine.

Le débat sur la natalité (suite)

C'est à l'invitation de la commission nationale à l'Action féminine qu'elles sont venues, de Paris et de province, écouter samedi dernier ce qu'Evelyne Sullerot, déléguée nationale du P.s. pour les questions démographiques, Jeannette Laot, secrétaire nationale de la C.f.d.t., Paulette Hoffmann, secrétaire nationale de F.o., Rémi Clairin et Maryse Rosa, démographes, et Catherine Valabrègue, auteur du livre « Des enfants pourquoi ? », avaient à ajouter à l'inquiétant édifice que commencent à constituer pour les femmes les rapports, enquêtes, statistiques et commentaires divers sur ce qu'on appelle aujourd'hui la « crise » de la natalité. (Voir « l'Unité » n° 306 et suivants.)

Comment ne pas trouver suspecte, en effet, la complaisance avec laquelle ce problème est toujours posé, comme le dit Paulette Hoffmann, « à partir des femmes et seulement des femmes lorsqu'elles sont considérées comme gênantes sur le marché du travail ». La recherche n'est pas, n'est jamais neutre, rappellera avec force Jeannette Laot : « Les schémas de pensée des démographes datent du XIXe siècle. Ils se sont toujours trompés dans leurs prévisions. Et vous voudriez mettre le sort des travailleurs entre leurs mains ? La baisse de la natalité fait courir des risques à notre société ? Mais c'est la société de qui ? De ceux qui ont le pouvoir et qui entendent le garder. »

« On manque d'enfants français » : qu'est-ce que cela veut dire, demandera Cécile Goldet, pour qui cette déclaration doit en évoquer d'autres, de sinistre mémoire. C'est Pétain qui, en juin 1940, disait : « Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite. »

Alors, aujourd'hui, comment les femmes peuvent-elles réagir lorsqu'elles entendent la même vieille rengaine, lorsqu'elles constatent que sont remises en cause les mesures de protection de la femme enceinte sur son lieu de travail, que l'on sacrifie délibérément les équipements sociaux qui allégeraient la tâche de la travailleuse mère de famille. « On nous demande de fabriquer plus de petits consommateurs, mais on fait fabriquer leurs vêtements à Hong Kong », dira Paulette Hoffmann. Et Jeannette Laot ajoutera que « la baisse de la natalité étant un fait de civilisation et non une simple donnée économique, c'est aux socialistes de prouver par leur projet de société qu'ils l'ont compris et qu'ils peuvent apporter des réponses appropriées ».

Ces réponses, elles les avaient, les socialistes qui s'étaient réunies pour en discuter ce jour-là. Quelle que soit la nature de leur engagement, elles étaient toutes d'accord pour reconnaître que le désir d'enfant dépend essentiellement de la « qualité » de l'accueil qui lui est fait par la société. En 1940, des femmes écrivaient sur des tracts : « Des enfants, vous en aurez quand nous aurons du pain à leur donner. » En 1978, ce qu'elles réclament, c'est du temps et de la place pour pouvoir les aimer. Tout en travaillant.

VÉRONIQUE NEIERTZ

Le père Fabre aux assises ?

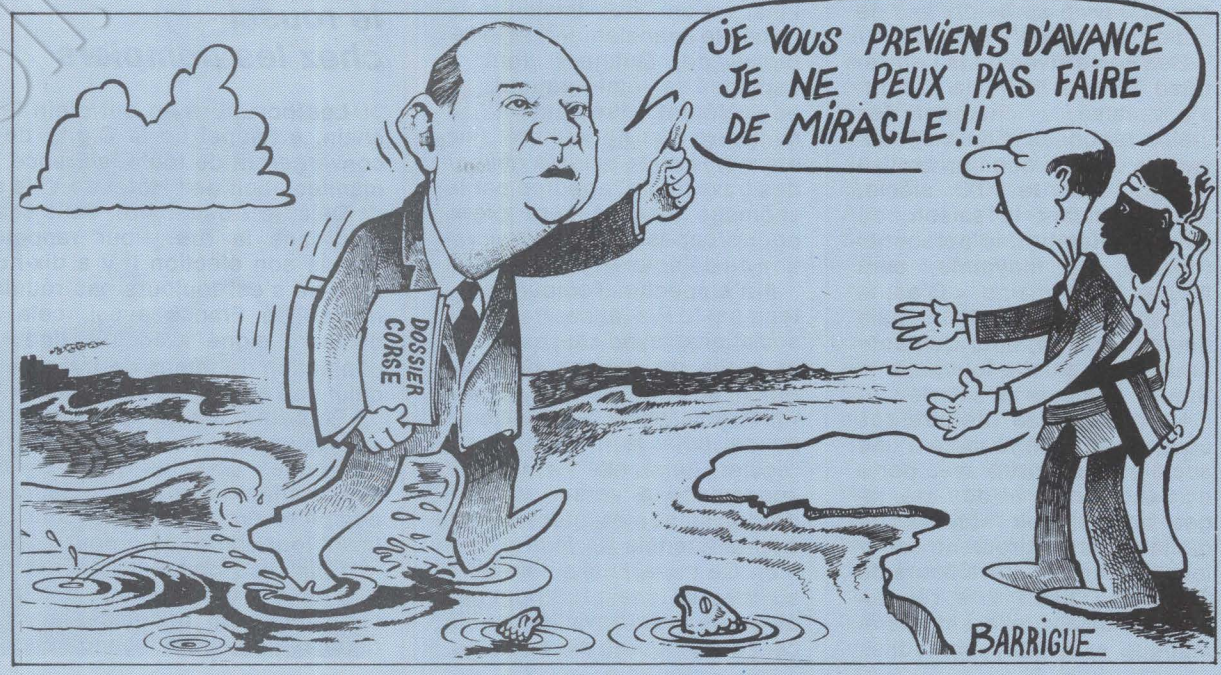
Après deux mois de mise en délibéré, la chambre des mises en accusation de Montpellier vient de rendre un arrêt décidant enfin que le père Fabre, ancien directeur de l'Espélidou (à Saint-André-de-Sangonis, dans l'Hérault), comparaîtrait devant les assises pour le meurtre de la petite Isabelle Le Menach.

Mais Me André Ferran, l'avocat des parents de la petite victime, pense que le père Fabre va se pourvoir en cassation de cet arrêt. Par conséquent, le procès devant les assises n'aurait lieu — au mieux — que dans deux ans. C'est-à-dire plus de quatre ans après le meurtre !

Les droits des femmes

Deux initiatives d'Yvette Roudy, secrétaire nationale du P.s. à l'Action féminine : mercredi dernier, elle a adressé une lettre ouverte à Monique Pelletier, lui rappelant les mesures que proposent les socialistes pour l'emploi des femmes, la suppression des discriminations sexistes, le droit à la contraception et à l'interruption de grossesse, la lutte contre le proxénétisme.

Le même jour, Yvette Roudy a fait adopter par le bureau exécutif du P.s. un projet de Déclaration européenne des droits des femmes, qui sera l'un des documents du parti pour la campagne des élections de juin.



changer la vie sociale

Coat-Ker : c'est Zola à Quimperlé !

A Quimperlé (Finistère), dix mille tracts viennent d'être distribués par la C.f.d.t. et le P.s. aux habitants et agriculteurs de la région pour faire le point sur ce qui se passe au Coat-Ker.

Le Coat-Ker, au départ, c'était une coopérative créée par les exploitants agricoles pour défendre leurs droits. Petit à petit, les choses ont changé. L'entreprise s'est scindée en six sociétés maintenues sous la coupe d'un conseil d'administration qui mène 330 salariés à la baguette. Qui menait, plutôt, car deux des sociétés ont fermé leurs portes et, depuis le début de l'année, 84 travailleurs ont été licenciés.

L'hécatombe risque de ne pas s'arrêter là. En janvier, la plus grosse société — la S.c.a., qui fabrique les conserves « Rival » et emploie 132 salariés — va devoir payer les soixante milliards de francs de son stock de légumes. Faute de quoi, les cultivateurs ne seront pas payés. Comme le Crédit agricole a déjà fermé les robinets, tout le monde craint, à Quimperlé, un nouveau dépôt de bilan, qui entraînerait l'étranglement de nombreux producteurs.

Bien sûr, la direction a essayé d'invoquer la crise. Une version immédiatement dénoncée par la C.f.d.t., de l'intérieur, et par les élus et responsables socialistes entre autres, Louis Le Pensec en tête. « Le porc est acheté une misère aux éleveurs, explique Anicet Le Marre, délégué C.f.d.t. de la société Rurale du Coat-Ker. Toutes les entreprises de salaisons alentour sont florissantes. Comment expliquer dans ces conditions que la société de salaison du Coat-Ker ait fermé après dix ans de déficit chronique ? »

Dès son arrivée dans l'entreprise en mai 1977, la C.f.d.t. s'est mise à chercher les vraies réponses. Elle a découvert un univers que l'on croyait disparu avec le XIXe siècle. Ainsi, pendant la saison, de juin à septembre, le personnel travaille, en moyenne, cent heures par semaine. « C'est le seul moyen pour avoir une paie décente. Sinon, pour quarante heures, on touche tout juste le Smic », explique un salarié.

Ne pas pouvoir prendre ses congés payés, être muté d'une société à une autre avec perte de l'ancienneté et des avantages acquis, voir son salaire diminuer arbitrairement est le lot commun des travailleurs du Coat-Ker. Quant à la répression syndicale, elle est systématique et impitoyable. Ainsi, la C.f.d.t. a mis plus d'un an, après moult passages devant les tribunaux, pour faire reconnaître son droit de participer aux élections professionnelles. En revanche, la F.g.s.o.a., un syndicat patronal mis en place pour la contrer, se développe en toute quiétude.

Malgré cela, la contestation de la C.f.d.t. restait dangereuse. On a donc licencié son délégué, Anicet Le Marre, le 10 octobre dernier. La direction, aujourd'hui, essaie de contrer l'inspection du travail (qui refuse le licenciement) et le tribunal de Quimper (qui a demandé la réintégration), en en référant directement au ministère de l'Agriculture. Elle est même allée jusqu'à obliger des travailleurs, apeurés par le chômage local, à faire grève pour s'opposer à la réintégration du délégué.

Il n'empêche. Toujours soutenu par le P.s. et par treize associations, syndicats paysans et partis de gauche bretons, Anicet Le Marre se bat pour dévoiler le scandale. Sur plusieurs points, déjà, la direction a dû reculer. Ainsi, elle vient d'être condamnée à verser 40 000 F de dommages et intérêts à un salarié licencié en février dernier. Ce travailleur a démontré au tribunal des prud'hommes qu'après avoir travaillé jusqu'à cent onze heures par semaine, après n'avoir pas pris ses congés payés pour ne pas gêner la marche de l'entreprise, il a été victime d'une dépression nerveuse. Alors, il a été licencié parce qu'il ne faisait plus le rendement.

L'adversaire est de taille : le directeur général, Alain de Laville Frémoit, et Louis Orvoen, président du conseil d'administration, sénateur centriste et depuis peu président du conseil général, s'entendent comme larrons en foire pour démanteler une entreprise avec leurs transactions douteuses.

Dans le tract distribué, treize organisations les somment de s'expliquer. Le P.s., en renouvelant son soutien aux travailleurs du Coat-Ker, a affirmé qu'il ne laisserait pas de répit à ces patrons peu recommandables.



Chaffoteaux et Maury : la solidarité bretonne a bien joué

Chaffoteaux et Maury : après six semaines de lutte, les 1 900 salariés de la plus importante usine (chauffe-eau, chaudières) des Côtes-du-Nord ont gagné. Un conflit long, qui avait débuté avec des débrayages et qui, le 22 novembre, s'était transformé en grève avec occupation des locaux. Les manœuvres d'intimidation de la direction n'y ont rien changé. Car les travailleurs étaient sûrs du bien-fondé de leur cause.

Que l'on en juge. En 1974, la crise frappe de plein fouet l'entreprise. Au siège à Montrouge (Hauts-de-Seine), on annonce que, même en réduisant les horaires de 40 heures à 28 heures et en supprimant les avantages acquis, rien ne dit que le dépôt de bilan pourra être évité. Pour sauver leur emploi, les travailleurs acceptent. Bien leur en a pris : quatre ans plus tard, l'usine tourne bien. Cent vingt salariés supplémentaires viennent même

Ça sent le roussi chez les pompiers

Les pompiers en ont plein les bottes. Le 19 décembre prochain, à l'appel de la C.g.t., de la C.f.d.t. et de la C.f.t.c., ils convergeront de toute la France sur Paris. Au programme : une manifestation de l'Hôtel de Ville au ministère de l'Intérieur.

Déjà, le 7 décembre, dans chaque région, ils étaient descendus dans la rue. Pour rappeler quelques vérités. D'abord, depuis son élection il y a dix-huit mois, leur commission paritaire ne s'est toujours pas réunie. Du côté de l'association des maires de France aussi, cela sent le roussi : un protocole d'accord signé avec elle depuis plus d'un an portant sur la diminution du temps de travail et l'harmonisation du statut avec celui des employés communaux n'est toujours pas appliqué.

En prime, les pompiers sont sanctionnés par la pratique des « services hors tour », un système qui rappelle celui des heures de « colle » pour les lycéens. Tout cela pour masquer un manque d'effectifs criant : il faudrait embaucher 30 000 sapeurs-pompiers professionnels pour que les normes administratives fixant leur chiffre à un pour 1 200 habitants soient appliquées.

Enfin, les pompiers en ont ras le bol du rôle de « bonne à tout faire » qu'on voudrait leur faire jouer de plus en plus : condamnés au bricolage, alors que les crédits affectés à la défense contre les incendies sont notoirement insuffisants.

d'être embauchés. Mais la direction n'en décide pas pour autant un rajustement des salaires et des avantages. De fait, les salariés de Chaffoteaux reçoivent les salaires qui sont les plus bas de la métallurgie dans la région de Saint-Brieuc.

L'intersyndicale C.g.t.-C.f.d.t.-F.o. demande d'abord des négociations sur une revalorisation salariale, le treizième mois et une cinquième semaine de congés payés. Elle essuie un non catégorique. 80 % des 1 500 ouvriers et une partie des techniciens décident, à partir d'octobre, d'effectuer des débrayages pour obtenir ces négociations. Mollement, la direction propose alors, le 10 novembre, 100 F et une partie du treizième mois ; mais à compter de l'année prochaine seulement !

Alors, les travailleurs se fâchent. La grève devient totale, et le 22 ils occupent les locaux. Dans l'usine de Saint-Brieuc, le bruit des machines s'arrête, remplacé par des chants bretons. De tous les départements bretons, la solidarité se manifeste. A Saint-Brieuc même, aussi bien les élus socialistes que la municipalité de gauche apportent leur soutien. Sous forme de cantine gratuite et d'argent à distribuer aux grévistes, suivant leurs besoins. Le conseil général, lui aussi, débloque 200 000 F en leur faveur.

Finalement, la détermination l'emporte. La direction accorde 100 F à tous les O.s. au 1er janvier 1979 et le treizième mois tout de suite. Satisfaits, les ouvriers n'en ont pas moins déjà pris rendez-vous avec la direction en mars pour de nouvelles discussions.

Le patron se prenait pour Sherlock Holmes

Philippe Fass, patron d'une société de confection de Strasbourg, vient d'apprendre à ses dépens que la fin ne justifie pas les moyens. M. Fass trouvait qu'un employé qui dirigeait l'un de ses trois magasins menait une vie au-dessus de ses moyens. De là à le soupçonner de puiser dans la caisse, il n'y avait qu'un pas. Que M. Fass décida de franchir, soutenu par trois détectives privés. Il avait ni plus ni moins demandé à ces trois « privés » d'extorquer des aveux à l'employé jugé peu scrupuleux et de lui faire signer, de gré ou de force, une lettre de démission. Aussitôt dit, aussitôt fait. Mais l'employé malmené a porté plainte. Le tribunal correctionnel de Strasbourg a estimé que la suspicion à l'adresse de l'employé n'était étayée sur aucune preuve. De plus, il a condamné vigoureusement les moyens illégaux utilisés par les prévenus pour faire avouer cet employé.

Bilan : pour Philippe Fass, un an de prison avec sursis pour séquestration arbitraire. Le directeur de l'agence de détectives, Alain Desmaret, a été condamné, de son côté, à cinq ans d'interdiction d'exercice de son activité professionnelle. Ses deux employés ont écopé chacun de six mois de prison avec sursis. Enfin, le P.-d.g. et les trois détectives devront verser 5 000 F de dommages et intérêts pour préjudice moral à l'employé, et autant pour préjudice corporel.

Angoisse pour l'emploi au Bouscat

De notre correspondant
Jean- Pierre Bedeï

Fin d'année angoissante pour les travailleurs des deux principales entreprises de la commune du Bouscat, dans l'agglomération bordelaise. Mise en règlement judiciaire en septembre, l'usine de chaussures Souillac, qui emploie 1 140 personnes dont 80 % de femmes, épuisera ses commandes à la fin décembre. A l'origine de cette situation, la concurrence étrangère et une mauvaise gestion qui a entraîné un trou de 1,2 milliard d'anciens francs dans la trésorerie. Une relance avait été envisagée par les actionnaires, mais elle n'a pu se réaliser, car l'un d'eux, le groupe Jourdan, connaissait lui-même des difficultés.

Si le groupe suisse qui semble actuellement intéressé par une éventuelle reprise donne une réponse négative dans les prochains jours, on s'acheminera alors vers une fermeture de Souillac.

La municipalité de gauche du Bouscat, conduite par le socialiste Pierre Lalumière, effectue des démarches et relance les négociations pouvant déboucher sur des résultats concrets. Enfin, au cours d'une conférence de presse, Pierre Brana, secrétaire fédéral aux Entreprises, a expliqué que « l'action des socialistes tendait à mettre à la disposition des travailleurs en lutte les élus et les militants du P.s. ». Une aide qui sera plus que jamais précieuse dans les jours à venir.

D'autre part, de nouveaux problèmes ont surgi à l'entreprise Derruppé, spécialisée dans le matériel de travaux publics (tracto-chargeurs, compacteurs). Depuis que celle-ci est contrôlée par de puissants groupes industriels, elle connaît une situation qui ne cesse de se dégrader. En cinq ans, le nombre des salariés est passé de 650 à 250. C'est à partir de 1974 que sont nées de sérieuses difficultés chez cette filiale de Poclain : chute des ventes, réduction d'horaires, licenciements, suppression du réseau commercial, remplacé par celui de Poclain. Depuis, les affaires ont été de mal en pis.

Malgré des accords Poclain-Volvo-Case, les stocks ont continué d'augmenter. Au début de 1978, l'horaire hebdomaire était ramené à 35 heures et, du 1er janvier au 1er avril, toute la production était arrêtée.

Le 1er janvier 1979 marquera une nouvelle étape pour Derruppé, qui, à cette date, sera vendu au groupe allemand I.b.h. Une opération qui prévoit un « dégraissage » de cinquante travailleurs...



Plaignons les malheureux patrons...

Les patrons du Rhône partent en guerre. Contre les pouvoirs publics, les inspecteurs du travail, les médecins, les syndicats, la magistrature, les enseignants et même les curés. C'est dans une véritable croisade que vient de se lancer la Chambre syndicale des industries métallurgiques du Rhône en adressant à ses 400 adhérents (qui emploient 80 000 salariés) un questionnaire sur le thème : « Pourquoi notre économie dite libérale reste-t-elle d'une santé précaire ? Pourquoi a-t-elle perdu les vertus qui lui ont permis d'assurer, pendant de nombreuses années, le plein-emploi et la progression du pouvoir d'achat ? »

Sur un ton vengeur, le patronat de la métallurgie du Rhône donne sa version de la crise économique. Une histoire simple, avec les bons d'un côté — à savoir : eux — et en face les méchants — à savoir : tous les autres.

Les pouvoirs publics ? Ils ont laissé se mettre en place un système qui, en accordant plus de sécurité aux travailleurs, empêche toute initiative des patrons. Ainsi, « la difficulté de réduire les effectifs est un frein à l'embauche du personnel ». De toute part, il y a des abus. Du côté des inspecteurs du travail, qui entravent les décisions nécessaires par des « procédures dilatoires ». D'où, d'après ce patronat, la nécessité de « supprimer les autorisations de licenciement sous réserve de l'application des garanties légales et conventionnelles ». Abus du côté des médecins aussi, devenus, pour certains, « des spécialistes de l'arrêt de travail ».

Seul remède : il faut que « le conseil de l'Ordre fasse sa police ». Les organisations syndicales, elles, « utilisent abusivement la réglementation pour installer dans l'entreprise une véritable guérilla... » Les paroisses ne sont pas épargnées : on leur reproche de critiquer certaines décisions patronales, notamment en matière de licenciement. Foi de patrons : tout fout le camp !

changer la vie quotidienne

Aménagement du territoire : la pilule de Vichy

Palmiers, profusion de plantes vertes et rouges, drapeaux et tribune aux couleurs nationales, bergère XVIIIe pour Giscard et fauteuil Voltaire pour Barre : c'est dans ce décor rococo, très distribution des prix à la sous-préfecture, que le président de la République est venu parler de « douce France ». A Vichy, le 7 décembre, à la Conférence d'aménagement du territoire, devant un auditoire de « décideurs », selon la formule de la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Des gens sérieux, bien sages... La gauche et les syndicats, il est vrai, avaient refusé de participer : il n'y eut pas de couac.

Pourtant, le président de la République a dû en décevoir plus d'un. Les deux grands thèmes débattus dans les commissions de travail au cours des deux journées étaient nets : il faut lutter contre la désertification du milieu rural ; il est nécessaire de décentraliser, de régionaliser.

Sur le premier point, Giscard a annoncé quelques mesures en faveur de l'installation des jeunes. Sur le second, il a claqué la porte, écartant tout « centralisme régional » (sic). C'est clair : l'Etat doit rester maître des priorités régionales. Les collectivités locales, peut-être, auront droit à quelque délégation de pouvoir. Mais surtout pas d'initiative économique... C'était pourtant un secteur où les élus revendiquaient une plus grande compétence. Et pour cause : on connaît « le vaste problème de l'emploi qui chaque jour nous saute à la gorge », selon l'audacieuse méthaphore de l'un des nombreux ministres et anciens ministres présents, Michel Cointat.

Le chef de l'Etat a préféré parler du maintien des « grands équilibres naturels ». Son discours s'adressait directement aux Français, pour les convaincre, peut-être, de ne pas se monopoliser sur les problèmes de chômage. Dans le sondage de l'I.f.o.p., commandé tout exprès pour la cérémonie, les Français apparaissaient en effet comme très préoccupés d'environnement, de pollution et de cadre de vie. A 63 %, ils ont déclaré vouloir vivre à la campagne ou dans des bourgs de moins de dix mille habitants. Qu'à cela ne tienne, Giscard embraye : « L'évolution économique et celle des mentalités donnent aujourd'hui une nouvelle chance aux villes petites et moyennes. C'est là que se trouve la chance de bonheur des Françaises et des Français de l'an 2000. » Tant pis si, dans les commissions de travail, il a été admis que « l'espace rural n'offre que des perspectives négatives en matière d'emploi ».

« Cet immense barnum devrait se conclure par des mesures concrètes, l'annonce d'un plan d'action à bref délai. Sauf à décevoir gravement le pays. » Le jugement est de Pierre Sudreau, président démissionnaire du conseil régional du Centre. Homme de la majorité, pourtant.

Cette conférence aura été entièrement bidon, aussi bien dans sa consultation, fort peu démocratique, qui a évité de demander leur avis aux élus régionaux, que dans son dénouement. Giscard est venu à Vichy pour quelques minutes de journal télévisé, pour faire rêver la France.

F. de G.

Impôts locaux : injustes et faux

Les impôts locaux tombent à l'orée de l'hiver. Et ils font mal : plus de cinq millions de familles dont les revenus sont trop faibles pour payer l'impôt sur le revenu sont tout de même jugées assez riches pour être assujetties à la taxe d'habitation. Contre cet impôt injuste, une organisation d'usagers, la Confédération syndicale du cadre de vie, a décidé de mobiliser ses troupes.

L'an dernier à Blois, à Caen, à Rennes, les militants de la C.s.c.v. ont réussi à faire plier l'administration fiscale en obtenant des réductions collectives de l'imposition. Cette année, la Confédération va plus loin en engageant un recours en tribunal administratif contre le scandale des H.l.m. surimposées : alors que la loi prévoit huit catégories d'immeubles, les militants de la C.s.c.v. se sont aperçus que la plupart des H.l.m. sont classées au même niveau que des appartements de standing élevé...

Et la taxe d'habitation n'est pas seulement injuste : elle fourmille d'erreurs. A Paris, les services fiscaux réclament 920 F à une dame âgée de quatre-vingt-neuf ans qui n'a qu'une retraite inférieure au Smic pour vivre — selon la loi, elle devrait bénéficier d'un dégrèvement total... Ailleurs, on réclame 1 600 F à un immigré pour un logement H.l.m. : on avait oublié de compter les abattements pour ses six enfants...

Des exemples parmi d'autres qui figurent dans une lettre que la C.s.c.v. de Paris vient d'adresser à Jacques Chirac pour lui demander d'« appliquer une politique de larges dégrèvements afin de réduire les injustices de la fiscalité locale ». Affaire à suivre.

Quand les socialistes planchent sur l'agriculture

L'espace rural représente un enjeu politique, autant qu'économique — quels types de culture, d'aménagement, d'emploi, de transport vont s'y greffer ? — et que social — quel type de population va y vivre, dans quel habitat ? C'est sur cette réflexion qu'ont travaillé les militants socialistes au cours des journées d'études sur le monde rural et l'agriculture, les 9 et 10 décembre derniers, à Boissy-sous-Saint-Yon, petite commune socialiste de l'Essonne.

Etonnant peut-être que de tels travaux se déroulent en région parisienne. Mais, ici, l'espace rural est particulièrement disputé — l'Essonne perd chaque année 1 % de sa surface agricole — et la solidarité ville-campagne y est d'autant plus nécessaire. « Face à la stratégie de la droite, qui joue sur l'aspect propriétaire et spéculateur en puissance des paysans pour une alliance avec la bourgeoisie, nous devons développer une solidarité entre travailleurs des villes et des champs, insistant sur l'aspect travailleur mal rémunéré du paysan qui doit se battre pour son outil de travail », explique Yves Tavernier, organisateur de ces journées.

Des journées de formation vivante et de réflexion sur l'action, à partir de cas concrets. « Pour qu'enfin agriculteurs et urbains se parlent, alors qu'actuellement ils sont conduits à mener des politiques antagonistes ». Yves Tavernier conclut : « Nous ne devons pas seulement dénoncer le capitalisme, mais, à partir de la réalité du monde paysan, aménager l'espace rural suivant un objectif : leur maintien à la terre. »

Le tourisme ignore la crise

La « crise » — ou, si l'on préfère, la restructuration du capitalisme international — a, cette année encore, épargné au moins un secteur économique : le tourisme. Si l'on en croit les chiffres publiés par l'Organisation mondiale du tourisme, l'industrie du loisir se porte bien : deux cent soixante-cinq millions de touristes ont dépensé, en 1978, 264 millions de francs.

Une évolution, tout de même, due au « contexte » économique : depuis 1974, le tourisme national se développe beaucoup plus que le tourisme international (quatre fois plus d'adeptes). Et, selon un sondage de l'O.m.t., 6 % des personnes interrogées se déclarent prêtes à se passer de vacances... 28 % préfèrent se priver sur le plan vestimentaire, plutôt que de renoncer au départ en vacances.

Rhône-Alpes en crise : une journée d'études

Une journée régionale d'études aura lieu pour la région Rhône-Alpes, le samedi 16 décembre, à Bourgoin-Jallieu (Isère) sur le thème : « Rhône-Alpes en crise : nouvel ordre du capital mondial ou projet socialiste. » Jacques Delors animera le débat, en présence de Louis Mermaz, Jean-Antoine Gau et André Vianès.

Rendez-vous à 9 h 30, à la maison de quartier Le Champfleuri.

Les paysans cru 1978

Une synthèse des données et des problèmes du monde paysan contemporain : le dernier numéro de la revue « les Cahiers français », publiée par la Documentation française, fait le point.

En vrac : la vie quotidienne des agriculteurs, le problème du foncier, l'évolution des techniques, le monde paysan et la politique, etc.

Golda

par François Mitterrand



Nous ne saurions mieux rendre hommage à Golda Meir, qui vient de mourir à quatre-vingts ans, qu'en reproduisant le portrait que François Mitterrand avait tracé d'elle dans « l'Unité » (ce texte se trouve également dans « la Paille et le grain ») après l'avoir rencontrée à Jérusalem le 15 mars 1972.

Jeudi 16 mars — Jérusalem

Golda Meir a soixante-quatorze ans et ressemble à ses photos ; une forte femme aux yeux aigus, vêtue d'une simple robe gris et noir, coiffée d'un chignon bas. Elle fume, parle, s'anime et nous garde près de deux heures au lieu des trois quarts d'heure protocolaires prévus. « Le jour où l'on écrira l'Histoire, a dit d'elle David Ben Gourion, on saura que c'est une juive qui a permis à l'Etat juif de naître. » Elle revenait alors d'une brève mission aux Etats-Unis, où elle avait arraché cinquante millions de dollars aux grands financiers de la Communauté juive américaine, indifférents pour la plupart à la cause d'Israël, mais bouleversés par cette voix grave, un peu rauque, qui répétait : « Nous nous battrons, nous nous battrons ! Il ne vous appartient pas de décider si nous devons ou non poursuivre le combat, mais qui remportera la victoire. »

Elle n'en était pas à son coup d'essai depuis qu'émigrée d'Ukraine elle avait, à dix-sept ans, quêté dans les rues de Denver pour les victimes des pogroms. A Jérusalem pendant des années, elle avait fait de sa maison l'un des principaux foyers de l'organisation clandestine. Et c'était elle encore qui, le 29 novembre 1947, à l'annonce du vote de l'O.n.u. en faveur du partage de la Palestine, avait crié à la foule anxieuse pressée devant l'immeuble de l'Agence juive : « Pendant deux mille ans, nous avons attendu notre délivrance. Maintenant qu'elle est là, juifs, bonne chance ! »

Pour ces socialistes français qu'elle reçoit et dont elle se demande ce qu'ils pensent — la presse israélienne, toujours excessive, a pris feu et flamme, ce matin, parce que je me suis inquiété du sort des Palestiniens — elle adopte d'emblée le ton de l'intransigeance. « C'est toujours la France qui est en tête contre nous », jette-t-elle comme si nous étions comptables des actes de notre gouvernement. Au contentieux classique, s'ajoute un reproche nouveau : la France serait seule, parmi les Six, à faire obstacle à un accord sur les agrumes et primeurs entre Israël et le Marché commun.

Elle proteste : « Que croit-on, dans votre pays ? La paix nous intéresse plus que la victoire. Une victoire de plus n'offrirait pas à Israël ce qui lui manque. Chaque soldat qui tombe, c'est un poème, une musique inachevée, une pensée stérile, dans un monde qui disparaît. Mais une paix qui signifierait la destruction de notre Etat, la liquidation physique de notre peuple, jamais. »

On disait Golda vieille, il y a dix ans. Aujourd'hui qu'elle n'a plus d'âge, elle incarne la volonté de vivre d'un peuple au solide appétit.

« Dans sa cuisine qui servait de salon, son hospitalité se manifestait par l'inépuisable café qu'elle servait à ses hôtes d'une grosse bouilloire en permanence sur le feu. Fumant à la chaîne, distribuant à ses amis tasses de café et gâteaux secs avec autant d'insistance qu'elle les encourageait à agir, elle avait été, pour les adolescents de cette nouvelle race de juifs, la mère éternelle de la Bible », écrivent Lapierre et Collins dans « O, Jérusalem ».

Mère de son peuple, c'est bien cela. Elle en a les brusqueries et les tendresses. Elle donne le sentiment à ceux qui la voient, qui l'écoutent, de porter un enfant millénaire, si robuste qu'elle s'en épanouit de fierté, si fragile qu'elle usera pour lui ses veilles jusqu'à la mort. Les mots de paix sonnent juste dans cette bouche ardente. « La situation d'Israël n'a pas vraiment changé parce que avons gagné la guerre de Six Jours. Elle ne changera que si nous réglons avec nos voisins un statut durable du Proche-Orient. »

Mais nous n'en saurons pas davantage sur ses intentions, sur ce qu'elle entend par frontières « sûres et reconnues ». On sent qu'elle reste « cette jeune fille qui ne traversait pas la place du village quand elle portait une robe blanche », à cause des guetteurs d'en face, et qu'elle n'aura pas de repos tant qu'elle ne sera pas assurée que les filles de son pays pourront s'habiller comme elles veulent.

Me Badinter : "La peine de mort agonise, mais le Pouvoir manque de courage pour l'abolir"

CE mois de décembre, théâtre de plusieurs procès en cour d'assises où la peine capitale a plané sur des têtes d'accusés, donne toute son actualité au débat sur la peine de mort (1).

L'affaire Yahiaoui pourrait bien fournir un argument à ceux qui veulent voir la guillotine jetée aux oubliettes. Condamné à mort en novembre 1977 par les assises de l'Essonne, Mohammed Yahiaoui a été rejugé par celles des Yvelines après que la Cour de cassation eut annulé ce premier arrêt. Compte tenu des éléments nouveaux apportés par le docteur Roumajon, expert-psychiatre, sur les tendances de Yahiaoui à l'épilepsie, l'assassin du couple de boulangers de Vigneux a finalement sauvé sa tête. Il a en effet été condamné, le 9 décembre, à la réclusion à perpétuité. Ses avocats, parmi lesquels Me Robert Badinter, ont donc remporté une nouvelle victoire contre la peine de mort.

Ce n'est qu'une simple étape dans le combat de longue haleine de Me Badinter en faveur de l'abolition, combat dont il s'entretient avec « l'Unité » — non sans un certain pessimisme pour l'immédiat.

L'UNITE. — Alain Peyrefitte a invoqué l'angoisse collective née de l'insécurité pour repousser à l'Assemblée nationale le débat sur l'abolition de la peine de mort. Débat pourtant souhaité tout à la fois par la majorité de l'opinion et une forte minorité de députés. Cela vous paraît-il responsable ?

R.B. — L'argument n'est effectivement pas sérieux. D'abord, parce que la grande criminalité sanglante, seule passible de la peine de mort, n'est, elle, pas en hausse. Ensuite, parce que la peine de mort n'est, depuis bien longtemps, jamais utilisée contre le crime organisé.

Qui a-t-on exécuté sous le septennat de M. Giscard d'Estaing ? D'abord Ranucci — on en reparlera... n'en déplaise au président. Mais imaginons un instant qu'il ait été coupable. Nous serions en présence d'un jeune homme d'une vingtaine d'années qui aurait tué une petite fille pour des raisons inexplicables. Son cas relevait directement de l'interrogation psychiatrique. Puis Carrein : c'était un débile, qui a également tué une petite fille. Le troisième était ce Marocain amputé d'une jambe, visiblement emporté



(1) Pour aider à y voir clair dans ce débat, le Cimade (Comité intermouvement auprès des évacués) vient de publier un remarquable dossier, très complet et très facile d'accès, intitulé « Pour ou contre la peine de mort ». On peut le commander, au prix de 14 F plus 3,50 F de port, au Cimade, service œcuménique d'entraide (176, rue de Grenelle, 75007 Paris).

par un délire sexuélo-sadique. Actes horribles, mais qui ne peuvent être que le fait d'un total déséquilibre de l'auteur. Ce sont ceux à l'égard desquels la prévention par l'exemplarité n'a aucun sens. Donc, toute idée de politique préventive du crime par la peine de mort, telle qu'on la pratique aujourd'hui, est aberrante.

Si la peine de mort avait été abolie depuis 1974, ces trois hommes seraient encore vivants dans les prisons françaises. La sécurité des Français en serait-elle changée en quoi que ce soit ?

En réalité, la peine de mort est le sacrifice expiatoire. Les gens sont bouleversés par les conditions du meurtre d'une petite fille. Pour eux, sa mort appelle la mort. Il n'y a là rien d'autre qu'une réaction incontrôlée d'horreur. Et un retour au rite du sacrifice humain.

— Cette explication vaut pour l'attitude de l'opinion face à l'abolition, mais pour le gouvernement...

— Pour nos gouvernants, ne pas toucher à la peine de mort est une commodité. La peine de mort agonise en France. En dix ans, il a été procédé à huit exécutions. En termes de prévention criminelle, ce chiffre n'a pas de signification. Si l'on croit aux vertus de la peine de mort, il faudrait guillotiner publiquement, prononcer des dizaines de peines capitales par année. Mais personne ne croit plus, heureusement depuis longtemps, à la guillotine comme moyen d'une politique criminelle.

En France, la peine de mort est réduite à l'état de symbole. Le gouvernement le sait bien. Simplement il fait montre d'un défaut de courage. Il n'ose pas affronter une opinion publique surangoissée, non à propos de ce qui la menace réellement, mais par ce qui défraie les médias. L'angoisse est telle qu'on veut lui donner un exutoire. Le sacrifice symbolique de l'exécution libère et apaise cette angoisse collective. Pour un instant...

L'abolition nécessiterait aussi du courage, parce qu'elle ne sera qu'une victoire morale. Politiquement, il n'y a aucun bénéfice immédiat à en tirer. Dans la plupart des autres pays, certains hommes ont eu ce courage. Encore tout récemment en Espagne, pays dans lequel pourtant l'angoisse de mort et la pulsion de mort sont culturellement très fortes. La suppression constitutionnelle de la peine de mort marque la volonté symbolique de rompre avec le franquisme et la vieille Espagne. Et celle de rejoindre la Communauté européenne. Où nous sommes seuls à garder la peine de mort.

En France, le gouvernement ne veut pas marquer de rupture symbolique avec le passé. Mais je suis sûr qu'il y a une majorité parlementaire en faveur de l'abolition. Entre la gauche unanime sur ce point et une cinquantaine de députés de la majorité qui y sont favorables pour des raisons personnelles, religieuses ou de conscience, si demain l'abolition était inscrite à l'ordre du jour, elle serait adoptée. Mais le gouvernement ne le fera pas.

— Alain Peyrefitte a laissé entendre qu'au printemps...

— Il a dit qu'il ne s'opposerait pas à ce que la conférence des présidents l'inscrive à l'ordre du jour. Mais elle ne l'inscrira pas. Je suis persuadé qu'il n'y aura pas de débat sur ce sujet au printemps. Et les derniers propos du président de la République à ce sujet renforcent ma conviction...

La position de Giscard d'Estaing ou de Peyrefitte est extraordinaire. Ils se disent intellectuellement contre la peine de mort ; politiquement ils ont les moyens de l'abolir. Mais ils ne le font pas, pour ne pas heurter le public, ou plutôt leurs électeurs. Il ne faut pas oublier qu'on rencontre davantage de partisans de la peine de mort dans l'électorat de la majorité. Pour la grande compétition présidentielle, le président pense qu'il n'a pas intérêt à perdre les quelques centaines de milliers de voix de ceux qui lui reprocheraient l'abolition. De ce fait, selon moi, le débat sur cette question n'aura pas lieu avant le prochain septennat.

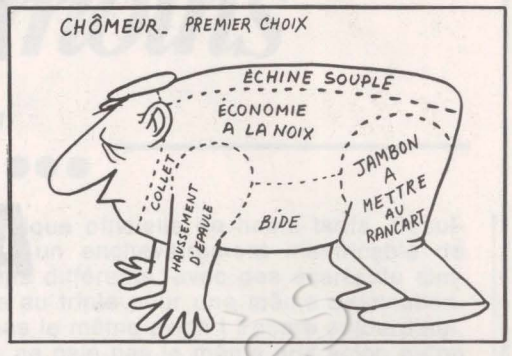
— Peyrefitte expliquait récemment sur les ondes que l'abolition pourrait entraîner une explosion de vengeances privées.

— C'est absurde. On ne connaît l'auteur d'un crime que lorsqu'il a été identifié et arrêté. A ce moment-là, sauf cet accident unique dû à la négligence des services à l'occasion d'une reconstitution, aucune possibilité n'existe pour les parents de la victime d'éliminer la personne qui est entre les mains de la police ou de la Justice. Quant à l'idée selon laquelle, comme dans « Monte-Cristo », certains parents pourraient attendre vingt ans pour se venger, elle n'a pas de sens. Par ailleurs, nul n'est prévenu à l'avance de la libération d'un condamné.

Plutôt que d'escamoter constamment le débat public, il serait au contraire nécessaire de se livrer à une approche sérieuse et moins passionnée du problème de la peine de mort. Par exemple en constituant une commission parlementaire qui recueillerait les différents avis autorisés sur la question et élaborerait un livre blanc. La publication des informations ainsi rassemblées aurait immanquablement pour effet de dédramatiser aussitôt l'approche de l'abolition. Et le vote pourrait intervenir dans un climat d'apaisement. Mais encore une fois, il faudrait vouloir. Et nos gouvernants conservateurs ne le veulent pas.

Propos recueillis par
JEAN-LOUP REVERIER

on est "kit" par Piem



Les recettes de Tante Valy

Voici venu le temps des fêtes avec son cortège d'agapes.

Préparez, à peu de frais, d'abondants desserts et d'agréables doulceurs qui réjouiront petits et grands.

Comment réussir facilement une Doulce France à la guimauve pour 52 millions de personnes.

INGREDIENTS : 100 tonnes de chômeurs, 200 grammes de farce présidentielle, une larme d'angoisse.

Dans une casserole émaillée de propos doucereux, faire mijoter à petit feu de beaux chômeurs bien secs (on en trouve actuellement dans les aciéries à des prix très convenables).

Pendant le temps de cuisson, préparer à part votre farce habituelle. Hacher menu : pain rassis, épluchures de vache maigre, feuilles de salaires baisées que vous mouillerez d'un filet de jus de navet libéral.

Lorsque vos chômeurs sont à point, écraser et passer au laminoir sans les écouter.

Mélanger le faux avec le vrai, en ajoutant du sirop de guimauve ; puis faire une série de boulettes, en roulant dans la farine vos chômeurs et votre farce.

Faire fondre des illusions dans des phrases creuses gratinées en joignant le zeste à la parole verbale.

Jeter vos boulettes enfarinées dans l'illusion lorsque la grogne arrive à ébullition.

Laisser mijoter le temps d'un septennat.

Ajouter pour le plaisir une larme d'angoisse juste avant de servir.

Servir chaud effroi.

Prochainement : l'oseille pour le gratin.

EDF

L'IMPLANTATION DES LIGNES A HAUTE TENSION

Bien que les lignes à haute tension soient devenues depuis de longues années des éléments familiers du cadre de vie dans tous les pays développés, l'implantation de nouvelles lignes pour faire face à la demande d'électricité est aujourd'hui mal acceptée.

Les inconvénients réels sont connus : ils sont liés à l'utilisation des sols et à la protection des paysages. Mais d'autres questions posées par les populations concernées créent bien souvent de profonds malentendus, que l'effort d'information au cours de la phase d'étude et d'instruction administrative devrait permettre de dissiper.

Occupation des sols

Les entraves dans l'exploitation des sols résultent essentiellement de l'implantation des pylônes. Une superficie d'environ 70 m² est en principe neutralisée en moyenne tous les 500 mètres le long de la ligne. Ce n'est certes pas négligeable, mais cela ne peut être de nature à mettre en cause la pérennité d'une exploitation agricole. C'est pourquoi d'ailleurs entre l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.p.c.a.) et E.d.f., un protocole a pu être établi, fixant les bases objectives des indemnisations permettant de réparer le préjudice causé au propriétaire et à l'exploitant agricole.

Protection des paysages

En ce qui concerne l'esthétique, il n'est évidemment pas question de chercher à dissimuler dans le relief naturel ce type d'ouvrage dont les pylônes atteignent couramment une hauteur de l'ordre de 45 à 50 mètres. Il s'agit donc d'en rechercher la meilleure insertion et de choisir en l'occurrence le tracé et les détails d'exécution du projet.

Cette recherche des solutions les moins dommageables, conciliant au mieux les exigences souvent contradictoires qui viennent d'être brièvement évoquées, est l'objectif majeur des procédures administratives précédant la construction de l'ouvrage.

Effets physiologiques

C'est, bien sûr, une question à laquelle les producteurs d'électricité du monde entier attachent la plus grande importance, car c'est évidemment le personnel chargé de l'entretien des ouvrages qui est placé le plus fréquemment dans les champs électriques les plus élevés qu'engendrent les équipements à très haute tension. Aucune relation n'a été scientifiquement établie entre l'état de santé des individus et leur exposition au champ électrique créé par les ouvrages de tension inférieure ou égale à 400 kV.

Des études épidémiologiques très poussées n'ont rien permis de détecter. Tous les organismes de médecine du travail ont abouti aux mêmes conclusions, assurant de l'innocuité de telles expositions au champ électrique de cette intensité.

Une publication russe a bien fait état en 1972 de certains troubles fonctionnels, maux de tête et atteinte à la libido, affectant des travailleurs chargés de l'entretien d'ouvrages à 500 kV, et une publication espagnole a également évoqué, peu après, de semblables manifestations parmi une population réduite. Aucune suite n'a été donnée par ces auteurs aux demandes faites, dans les organismes internationaux compétents, de compléments d'information, en particulier sur les procédures scientifiques mises en œuvre pour l'établissement de ces relations de cause à effet.

De très nombreuses études scientifiques sont actuellement menées pour faire progresser les connaissances dans ce domaine. Mais les expériences portent sur des champs électriques très sensiblement supérieurs à ceux qui sont engendrés par les ouvrages à 400 kV. Elles ont essentiellement pour objet d'explorer l'existence éventuelle d'un seuil de sensibilité, dont on est absolument certain dès aujourd'hui qu'il ne peut être que très largement supérieur aux valeurs correspondant à la tension de 400 kV.

Le niveau de bruit

Il est également parfois fait état du niveau de bruit particulièrement élevé qui serait engendré au voisinage des lignes à 400 kV. On peut simplement constater qu'aucune plainte n'a été formulée sur ce sujet par les nombreuses personnes qui vivent à proximité de ces ouvrages et inviter ceux qui n'en sont pas pour autant convaincus à se rendre compte par eux-mêmes de la réalité des faits en se plaçant à proximité d'une des lignes à 400 kV en service. Une étude théorique du phénomène d'« effet couronne », qui est à l'origine des effets acoustiques en question, montre que le niveau sonore engendré doit augmenter par temps de pluie. Mais le bruit même de la pluie sur un bâtiment est largement suffisant pour couvrir celui de la ligne, et rares sont ceux qui apprécieraient pour une raison quelconque de se placer sous l'averse à proximité d'une ligne pour tenter d'en discerner le bruit spécifique.

Écouter la radio près des lignes

Il en est de même, d'ailleurs, en ce qui concerne les troubles de réception radio et télévision. Là encore, la conception même de ces ouvrages limite les perturbations radio-électriques qu'ils engendrent à des niveaux suffisamment faibles pour qu'elles ne constituent aucune gêne pour l'auditeur ou le spectateur de la télévision.

L'Administration des P.t.t., qui gère comme on le sait l'utilisation des fréquences, y veille d'ailleurs très sérieusement. Les rares situations de gêne qui ont pu être constatées étaient toutes imputables à des anomalies très localisées, et les conditions normales de réception ont toujours pu être rapidement rétablies. Ainsi tous ceux qui habitent auprès des 6 500 km de lignes existantes peuvent-ils, comme les autres Français, écouter la radio et regarder la télévision.

La sécurité d'abord

Il n'y a aucun fondement aux craintes exprimées dans ces domaines : effet physiologique, bruit acoustique, perturbation radio-électrique. C'est d'ailleurs pourquoi l'arrêté interministériel qui fixe les conditions techniques de réalisation de ces ouvrages imposées au maître d'œuvre, en l'occurrence essentiellement E.d.f., de façon que soit assurée la sécurité des biens et des personnes dans leur voisinage, n'exprime aucune exigence à ce sujet.

Cet arrêté prescrit des règles de dimensionnement donnant aux lignes une robustesse mécanique d'un niveau comparable à celui des autres ouvrages publics et écartant les risques d'origine électrique (en fixant notamment les hauteurs minimales des nappes de conducteurs) pour ceux qui sont appelés à se déplacer, à travailler ou à vivre à proximité des lignes.

Il n'empêche que les lignes comportent des pièces métalliques sous tension et sont parcourues par de forts courants électriques. Il importe donc de prendre des précautions lorsque l'on est amené à manipuler des pièces métalliques de grande longueur à proximité de lignes, tels que des tuyaux d'arrosage, et cela est vrai quel que soit le niveau de tension de la ligne.

Il est bon également, pour éviter une décharge électrique sans danger mais désagréable, de prévoir la mise à la terre à intervalle régulier des fils de fer utilisés parfois dans les terrains cultivés, et en particulier dans les vignes, lorsque la ligne est construite parallèlement aux rangs de vigne et que les fils de fer sont portés par des poteaux en bois.

Ces dispositions particulières, qui peuvent également concerner l'utilisation de certains moyens d'arrosage, sont bien définies au moment de la construction des ouvrages avec les intéressés directs.

Publicité

Les voies du ciel sont de moins en moins impénétrables...

Grand chambardement dans le transport aérien international. Et les Etats-Unis cumulent une fois de plus le rôle d'arbitre et de joueur n° 1 dans la redistribution des cartes qui s'amorce

C'EST à Genève, où l'Association internationale des transports aériens (I.a.t.a.) s'est réunie du 11 au 15 novembre dernier, que les dés en ont été jetés : l'I.a.t.a. — qui, depuis 1945, fixait chaque année les prix minima des billets d'avion délivrés dans le monde entier — renonçait à imposer cette réglementation tarifaire. Désormais, le prix d'un billet d'avion entre deux pays ne dépendra plus que d'accords bilatéraux négociés de gouvernement à gouvernement. Pratiquement, cela signifie qu'il n'existe plus d'entente entre les compagnies d'aviation pour maintenir des tarifs uniformément élevés. Les prix vont donc baisser. En France, malgré les réticences de l'aviation civile française et les appréhensions d'Air France, les conséquences des décisions prises à Genève ne se sont pas fait attendre : le 8 décembre, Gilbert Pérol, directeur général d'Air France, annonçait l'opération « Vols-Vacances », première baisse des tarifs de la compagnie nationale sur une série de sept destinations. A titre expérimental. Pour Air France, c'est tout de même l'amorce d'une révision déchirante de sa politique commerciale, fondée jusqu'à présent sur « la haute contribution », autrement dit sur la clientèle d'affaires disposée à payer des prix très élevés.

Comment et pourquoi cette « nouvelle donne » du transport aérien mondial a-t-elle pu être opérée ?

Que le plus malin gagne !

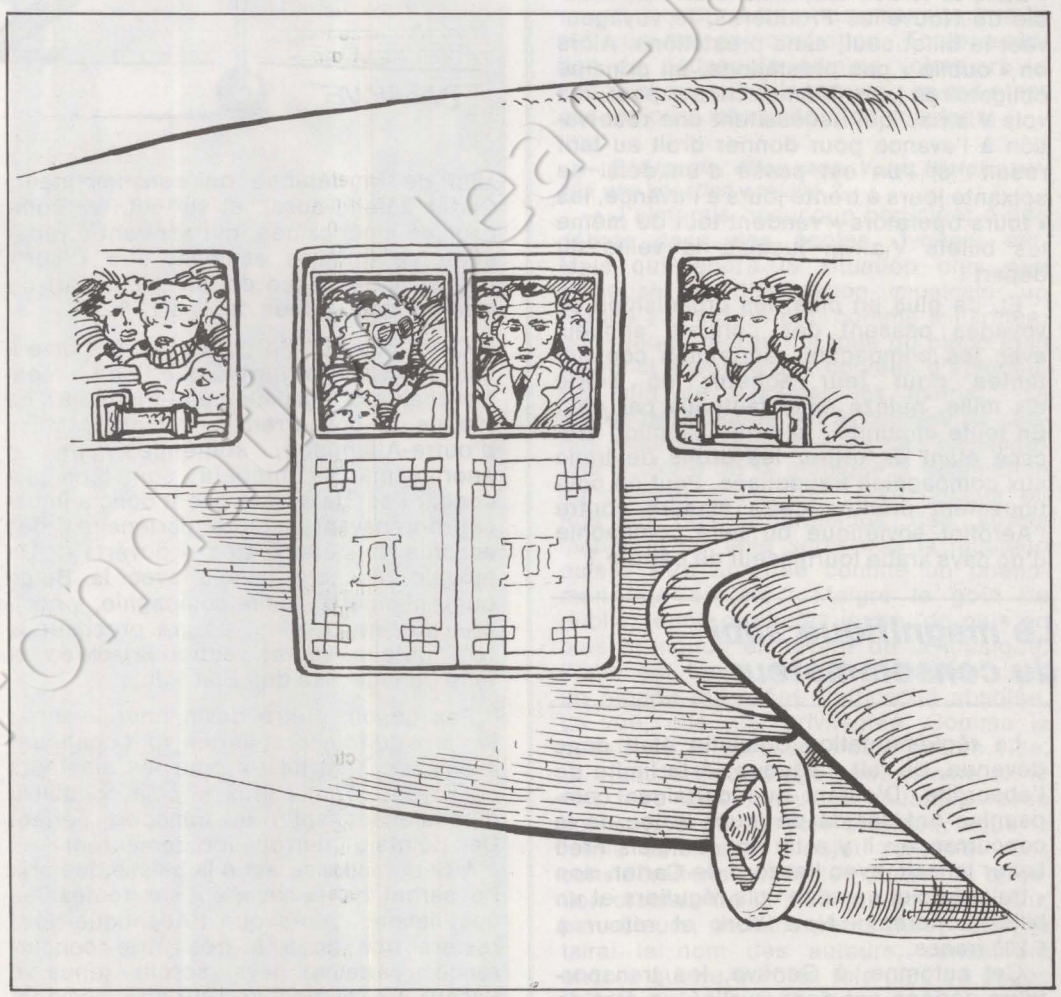
La décision de Genève est, en fait, la résultante d'une longue évolution. En 1945, à l'initiative des Anglo-Saxons, deux organismes sont mis en place pour réglementer le transport aérien mondial : c'est l'O.a.c.i. (Organisation de l'aviation civile internationale) et l'I.a.t.a. Les routes aériennes sont du ressort des Etats, qui délèguent à leurs compagnies certains pouvoirs (tarifs, fréquences de vols, etc.) Au sein de l'I.a.t.a., ces décisions doivent être prises à l'unanimité et ratifiées ensuite par les Etats respectifs. Tout marche très bien jusqu'à l'orée des années soixante-dix. Mais, après l'âge d'or de la décennie 1960-1970, l'essor fantastique du transport aérien (12 % d'augmentation annuelle) se brise net. Sous l'effet de plusieurs facteurs.

* La fin de la guerre du Vietnam provoque aux Etats-Unis un surnombre d'avions disponibles : pour conserver cette réserve stratégique (à toutes fins utiles...), le gouvernement américain laisse se créer un trafic charter, qui utilise ces « supplementals ».

* Les commandes d'avions gros porteurs passées par les compagnies à l'heure de l'euphorie sont livrées alors que débute la crise énergétique de 1974. D'où un phénomène de surcapacité : le coefficient de remplissage des avions n'est plus que de 55 %...

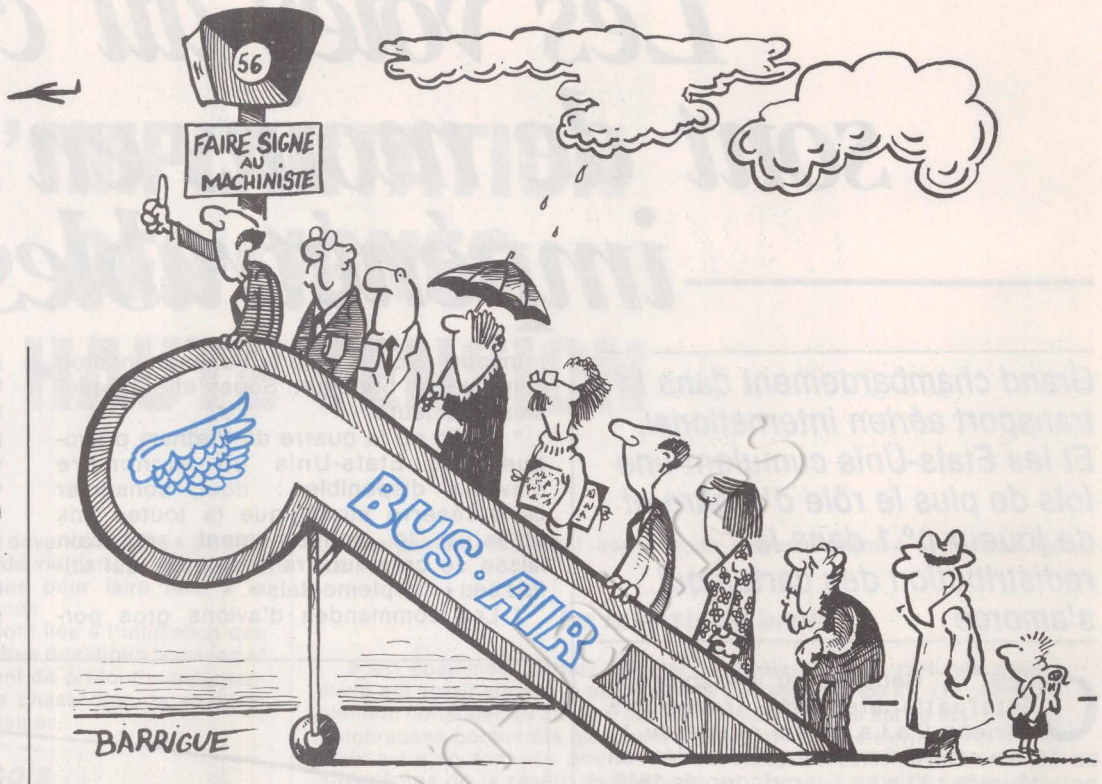
* Les compagnies du tiers monde se multiplient et ont une autre conception du transport aérien : qu'importe des tarifs bas, si cela amène dans le pays une clientèle de touristes pourvoyeuse en devises ?

Dans ce contexte nouveau et sous la pression des transporteurs charters, l'I.a.t.a. est contrainte d'évoluer et de mettre en place des formules promotionnelles visant à remplir au maximum les avions... sans toutefois renoncer à une politique officielle de hauts tarifs. Résultat : un enchevêtrement inextricable de tarifs différents, avec des écarts du simple au triple pour une même destination, dans le même avion ! Encore aujourd'hui, on ne paie pas le même prix selon qu'on a moins de vingt-cinq ans ou plus de soixante-cinq ans, selon qu'on réserve trente jours à l'avance ou la veille du départ, selon qu'on s'adresse à une compagnie officielle ou à des « tours operators », selon que l'on reste moins de six jours, ou vingt-huit jours, ou plus de quarante-cinq jours... Seuls les professionnels arrivent à retrouver leurs petits dans cette jungle tarifaire. Quant au voyageur : c'est le plus malin, le mieux informé qui gagne !



Quinze mille fauteuils en solde

« En 1976, affirme Christian Pineau, de Nouvelles Frontières, il y avait cinquante-six tarifs Paris - New York ! » Le but des « tours operators », c'est-à-dire des organismes spécialisés dans la vente de voya- →



→
ges « valise en main » étant de s'arranger pour payer le moins possible le fauteuil d'avion. Quitte à tourner complètement la réglementation I.a.t.a. Les formules promotionnelles acceptées par l'organisme international comportaient en effet des contraintes. Comme l'obligation d'acheter, en plus du billet d'avion (à prix réduit), des prestations touristiques dans le pays de destination (hôtels, restaurants, etc.). « Dans 65 % des cas, affirme un responsable de Nouvelles Frontières, le voyageur veut le billet seul, sans prestations. Alors on « oublie » ces prestations, en principe obligatoires !... » Même chose pour les vols V.a.r.a., qui nécessitent une réservation à l'avance pour donner droit au tarif réduit : si l'on est passé d'un délai de soixante jours à trente jours à l'avance, les « tours operators » vendent tout de même les billets V.a.r.a. jusqu'à la veille du départ !

Et, de plus en plus, les organismes de voyages passent des contrats annuels avec les compagnies aériennes consentantes pour leur acheter en solde dix mille, quinze mille fauteuils par an... En toute impunité : la seule sanction efficace étant de retirer les droits de trafic aux compagnies fraudeuses. Peut-on politiquement prendre cette mesure contre l'Aeroflot soviétique ou telle compagnie d'un pays arabe fournisseur de pétrole ?

Le magnifique alibi du consommateur

La réglementation officielle était donc devenue, de fait, caduque. A la limite de l'absurdité. D'autant que certaines compagnies ont décidé de jouer le jeu de la concurrence : il y a un an, l'Anglais Fred Laker lançait, avec l'accord de Carter, son « train du ciel » — des vols réguliers et un billet Londres - New York et retour à 1 200 francs...

Cet automne, à Genève, les transporteurs aériens ont donc avalisé un état de fait. Sous la pression des compagnies et du gouvernement américains. Les intérêts américains pèsent en effet très lourd dans la balance. Derrière le magnifique alibi de la défense du consommateur, Carter défend aussi, et surtout, les compagnies américaines, qui aspirent à récupérer ce qu'elles estiment être « leur » part du gâteau : en dix ans, leur part du marché était tombée de 30 à 22 %.

C'est pourquoi le gouvernement américain s'est soudain avisé que l'I.a.t.a. contrevenait à la législation anti-trusts ! Et, au jeu de la concurrence, les compagnies d'outre-Atlantique, soutenues par un énorme marché intérieur, sont bien placées... Les Etats-Unis visent donc à imposer dorénavant à leurs partenaires des accords bilatéraux très « ouverts ». Un modèle, l'accord conclu avec la Belgique : n'importe quelle compagnie, y compris du tiers monde, pourra proposer le tarif qu'elle voudra entre Bruxelles et telle ou telle ville des Etats-Unis.

Pas besoin d'être devin pour le dire : les prix du transport aérien vont continuer à baisser. Tant mieux pour les amateurs de voyage. Tant mieux si cela conduit à démocratiser enfin le transport aérien. Des points d'interrogation demeurent.

* Si la tendance est à la baisse, les prix ne seront pas « cassés » sur toutes les destinations. Alors que l'Atlantique-Nord restera une zone à très forte concurrence, certains pays seront tenus à l'écart. En particulier l'Afrique occidentale, chasse gardée d'U.t.a., une compagne française privée qui, avec la bénédiction du gouvernement (Antoine Veil, directeur d'U.t.a., est le mari de Simone), entend bien faire fructifier sur ses lignes « juteuses » les séquelles du colonialisme français en Afrique.

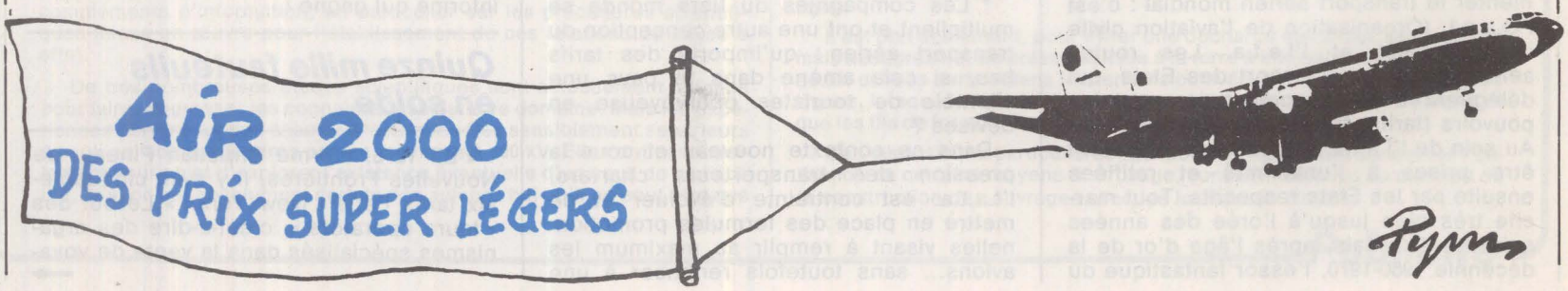
* Les compagnies européennes, et en particulier Air France, assujettie aux contraintes du service public (Concorde, desserte de lignes non rentables, etc.), pourront-elles tenir le choc ? Rien n'est moins sûr. Même si Air France a décidé de tenter de relever le défi par son initiative « Vols Vacances » — démontrant ainsi qu'une baisse des tarifs était « faisable » sans pour autant entamer les marges bénéficiaires qui, selon le directeur d'Air France, restent inchangées sur ces vols pilotes : pourquoi donc la direction d'Air France a-t-elle attendu d'y être contrainte pour rendre l'avion accessible à une plus large clientèle ?

* Jusqu'où et pour combien de temps baisseront les billets d'avion ?

« Il faut craindre, explique Jacques Camy, un militant socialiste, cadre commercial à Air France, que les compagnies américaines ne se mettent à faire remonter les prix quand elles auront atteint leur but : reconquérir « leur » part du marché, quitte à ruiner les compagnies qui ne pourront pas suivre ! »

Dans ce contexte, la France pourra-t-elle longtemps se payer le luxte (unique en Europe) de la dispersion avec ses trois compagnies, dont l'une (U.t.a.) est aux mains du secteur privé ?

MARIE-JOSE BERNARDOT



Une histoire de la musique en 1100 pages

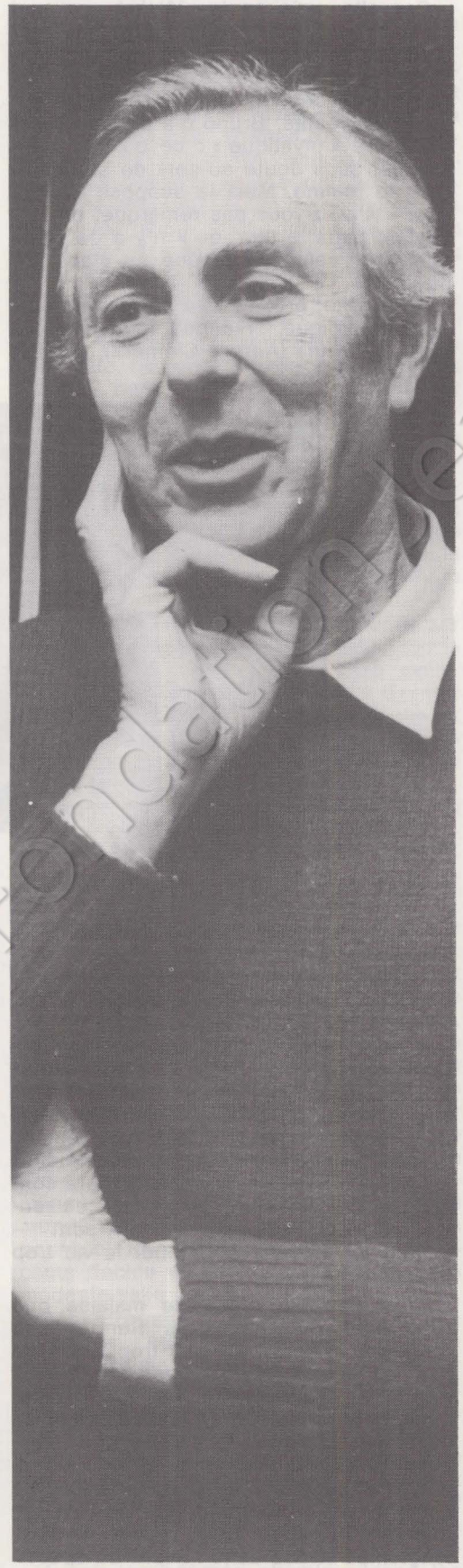
DEUX forts volumes de plus de 1 100 pages, très joliment reliés et présentés dans un coffret, comportant une admirable iconographie, le tout pour 290 F (après avoir été proposé en souscription à 240 F), sous le titre général d'« Histoire universelle de la musique ». Auteur : Roland de Candé, ayant déjà publié aux mêmes Editions du Seuil plusieurs ouvrages de musicologie, dont une petite biographie de Vivaldi, sans spécialité absolue quoique ayant touché de la musique, notamment sous la forme d'utilisation des sons par le cinéma. Certes, il existe d'autres histoires de la musique, par Emile Vuillermoz (largement dépassée, bien qu'en format de poche), par Brigitte et Jean Massin (en formule de club couplée avec une cinquantaine de disques), ou bien encore dans l'Encyclopédie de la Pléiade.

« Mais — dit Roland Candé — j'oppose à la Pléiade, rédigée par plusieurs collaborateurs, l'avantage d'une histoire écrite et pensée par un seul auteur. J'assume seul un certain nombre d'idées générales, et j'ai d'ailleurs poursuivi une politique de démonstration. Disant « je », il me semble que mon livre est plus humain, qu'il est honnête. Dans une telle entreprise, il y a la documentation, considérable bien entendu, qui n'est cependant ni à vous ni de vous ; il y a ensuite l'écriture, que l'on souhaite la plus appropriée aux propos ; il y a, enfin et surtout, la réflexion. L'ouvrage tombe à point, en un moment de renouveau de la musique, mais aussi alors que — fort heureusement — le public devient plus difficile et qu'il est de plus en plus respecté. Les chapitres techniques ont été conçus comme dans certains textes scientifiques de manière à pouvoir être sautés. L'iconographie soutient mon souci de démonstration et facilite l'accès de la matière écrite. Les encadrés multiples, les repères diversifiés, les chronologies comparées vont également dans ce sens. Mélomanes avertis ou amateurs néophytes peuvent donc lire mon histoire.

— Vous accordez une très large place à la musique de l'Antiquité, et simultanément à ce que l'on appelle aujourd'hui la musique extra-européenne...

— J'ai notamment privilégié la Grèce. Ne fut-elle pas le berceau de la civilisation musicale occidentale, après avoir été celui de la musique arabe ? Les Arabes ayant joué les intermédiaires, dont les troubadours — via l'Espagne — ont repris pour nous les flambeaux. Cette filiation est indispensable pour comprendre la musique du Moyen Age. Parallèlement, j'ai mis l'accent sur les musiques situées hors d'Europe. On connaît l'engouement justifié qu'elles suscitent, au moment, hélas ! d'ailleurs, où certaines sont banalisées, comme en Afrique.

— Plusieurs parties successives, précisément, sont consacrées au Moyen Age. Ne risque-t-on pas de s'y perdre ?



— J'ai désiré ne pas me livrer à une sorte de culte de la personnalité trop facile à pratiquer au cours des trois derniers siècles de l'Histoire, au demeurant plus familiers aux lecteurs ; et j'ai éprouvé l'envie de parler d'avant, d'une sorte d'immense période d'anonymat, mais où il y avait beaucoup de monde.

— Plus à proximité de nous, on relève des injustices : Telemann où je suis prêt à vous suivre ; mais Duparc ou Barraqué aujourd'hui, n'est-ce pas plus discutable ?

— S'attarder à ces noms aurait gêné le récit de ma démonstration. Toute ambition de pédagogie élimine volontiers le marginal qui nuit à la preuve ; ce qui n'est pas toujours très juste, j'en conviens.

— Pédagogie, dites-vous. Votre Histoire a-t-elle une vocation scolaire ?

— J'aimerais beaucoup participer à des débats dans des écoles, lycées, etc. Mais qui ignore la situation plus que fâcheuse de l'éducation musicale en France ? C'est un peu comme à l'armée, où la jeune recrue qui joue du piano était jusqu'ici envoyée aux corvées d'épluchures afin de s'abîmer les mains... La classe de musique est synonyme de chahut. Pourtant, pourquoi ne pas envisager une Histoire de la musique à destination du premier cycle, qui serait conçue en fonction des programmes des autres matières, de telle sorte que la musique puisse être abordée comme un phénomène de société ? Malgré le goût du public, jeune ou moins jeune, de plus en plus prononcé en faveur de la musique, l'ouïe est tenue pour peu efficace dans un monde qui prône l'efficacité absolue. La vue, elle, est privilégiée. Comme la poésie ou la paresse, l'ouïe est un vice. Et il est fort dommage que, comme on le voit faire aujourd'hui, la musique fasse son entrée par la voie pratique, sous la forme prioritaire d'objet rentable. Ces considérations générales situent la question cruciale de la musique à l'école. Où, par ailleurs, certains petits livres, dont je tairai le nom des auteurs, consacrent encore quatre ou cinq fois plus de pages à Saint-Saëns qu'à Brahms...

— Pour finir, quel est votre musicien préféré ?

— Mozart ; et dans Mozart, « Don Juan » ; et dans « Don Juan », la fin de l'acte I, lorsque don Juan, caché, déclare à Zerline qu'il l'a vue... Alors se produit un événement exceptionnel qui me bouleverse ! »

Comme quoi, dans le mot « universel », il ne faut pas lire tellement que tout sera dit sur tout, mais que l'universalité sera recherchée dans chaque élément d'information, même le plus ténu, le moins encyclopédique...

Propos recueillis par
Claude GLAYMAN

Bonjour solitude

Emily, Dominique, Anna, Marie... Pour toutes ces femmes, qui envahissent le cinéma, le prix de la liberté c'est la solitude

Le niveau zéro du désespoir : pour lui arracher sans doute un maximum de vérité, c'est en cet état que Jacques Doillon a placé sa « Femme qui pleure » (qu'on verra sur les écrans en janvier). Une naufragée qui tente en vain de se raccrocher à son enfant, à sa rivale heureuse même, avant de glisser au paroxysme de la souffrance.

L'Emily de « Tu ne m'oublieras pas » (« Remember my name »), d'Alan Rudolph, pourrait être la Dominique (Dominique Laffin) de « La Femme qui pleure ». Un blues poisseux répète sans cesse à Geraldine Chaplin-Emily qu'une femme ne peut vivre sans un type qui ne la quitte pour aller au travail : est-ce d'avoir perdu Anthony Perkins-Neil qui la jette dans la folie calculée où elle met, à la fois, toute sa violence et toute sa féminité ?

Ce petit creux de malaise

Emily sort de prison, mais elle ne cesse d'être captive. Prisonnière de cette Amérique provinciale recroquevillée sur son égoïsme indifférent pendant que, à en croire la télévision, un séisme ravage le centre de l'Europe. Prisonnière surtout de son amour pour quelqu'un qui a refait sa vie, comme on dit, avec une autre. Tout le film d'Alan Rudolph — brillant élève de Robert Altman — revient à l'espèce de prise de possession par laquelle Emily forcera Neil à l'aider à se libérer (d') elle-même.

Exactement la quête qu'accomplit « La Femme gauchère » dans un contexte infiniment moins dramatique. En profondeur, au contraire, la gauchère (Edith Clever) de l'écrivain-cinéaste Peter Handke est allée au plus loin quand elle dit ce jour-là à Bruno, son mari : « Va-t-en, laisse-moi seule. » Avec la densité d'image d'une œuvre japonaise (une photo du cinéaste Ozu orne d'ailleurs le bureau de la jeune femme), le film raconte les trois mois où elle va s'efforcer de n'être plus le simple prolongement d'un mari ou d'un enfant, d'apprendre la vie, de trouver sa vraie place dans le monde. Sans le payer peut-être aussi cher que le héros du film d'Arthur Penn dont « La Femme gauchère » pastiche le titre. Mais cher, quand même : du prix de la solitude.

Car elle sera seule. Malgré un mari resté attentif, son propre père, des rencontres, la réunion d'une commission Femmes de section P.s. dans le local de nos camarades de Clamart ou de Meudon... En réalité, Bruno n'a pas tort de la traiter de « mystique » : ce qu'elle cherche est sans doute au-delà de sa libération de femme. Mais la suppose accomplie. « N'avez-vous pas remarqué, dit une citation dans le film, qu'il n'y a de place que pour celui qui amène sa place lui-même ? »

Anna, elle, promène sa place avec elle, entre Belgique, France et Allemagne fédérale. Anna (Aurore Clément), c'est la protagoniste des « Rendez-vous d'Anna », de Chantal Akerman : une cinéaste, une vagabonde professionnelle voyageant à travers une Europe plus encore rongée moralement que fissurée économiquement et politiquement. En fait de « place », c'est le vide qu'Anna trimbale avec elle, que ne peuvent combler les hommes trop pâles ou trop paumés eux-mêmes qu'elle croise un instant dans ses périples ferroviaires à la Wim Wenders. Et probablement pas non plus le narcissisme des amours homosexuelles qu'elle confesse, ni non plus la mère confidente (Léa Massari). De toutes ces rencontres, on comprend — on sent — qu'aucune ne pourra modifier la vie trop lisse d'Anna.

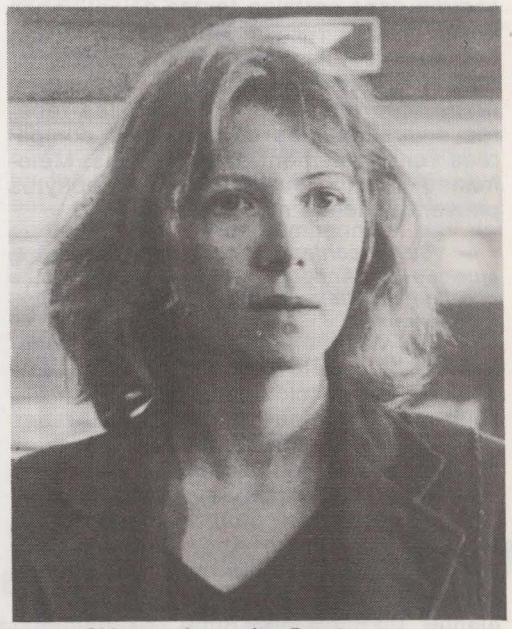
C'est ce petit creux de malaise que peut faire ressentir « les Rendez-vous d'Anna », si l'on n'est pas trop vite irrité par les excès stylistiques de Chantal Akerman : l'agressivité de toute cette monotonie organisée en plans fixes et en travellings latéraux, la culture des dialogues pseudo-bressoniens et une direction d'acteurs la plus plate possible ne servent pas forcément un portrait de femme qui, malgré cela, réussit à rester longtemps vivace dans l'esprit du spectateur.



Romy Schneider dans « Une histoire simple ».



Geraldine Chaplin dans « Tu ne m'oublieras pas ».

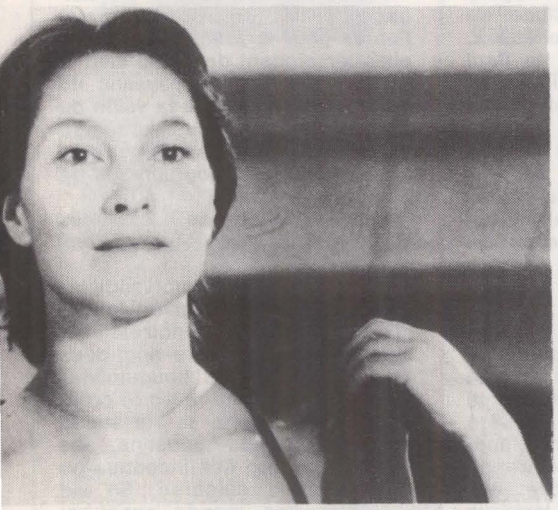


Aurore Clément dans « les Rendez-vous d'Anna ».

Avec des moyens qui sont à l'opposé de ceux de Chantal Akerman, Claude Sautet et Jean-Loup Dabadie, dans « Une histoire simple », proposent également un portrait de femme, elle aussi bourgeoise

Moati fait revivre le ciné du samedi soir

sans histoire, rongée pourtant par un inexplicable malaise. Est-ce parce que cette Marie (Romy Schneider) atteint la quarantaine ? Un amant, un fils, des amis chaleureux, un travail satisfaisant, son indépendance, elle semble avoir tout. Et la voilà pourtant qui rompt avec l'amant trop possessif et trop absent à la fois, avec l'ex-mari trop prudent, avec la bande de copains où la mort vient de frapper... Marie a choisi que sa vraie liberté passe par une solitude toute provisoire. Dans l'ensoleillement éblouissant des dernières images du film, en effet, la lucide protagoniste (« Puisque je n'arriverai jamais à avoir un enfant et un homme en même



Edith Clever dans « la Femme gauchère ».

temps... ») sourit à son secret : l'enfant à naître qu'elle veut avoir pour elle seule.

Tout cela sur le « ton Sautet », fait de tout et de rien, des mille « choses de la vie » esquissées parfois avec le pinceau des Renoir. Les défauts demeurent toujours aussi visibles, à commencer par la façon superficielle d'aborder un certain contexte social que l'auteur s'obstine à évoquer dans ses aspects les plus rugueux (chômage, licenciement entraînant un suicide). Mais — faute ici du beau final de la nuit boueuse de « Mado » — le ton Sautet, quand il ne sombre pas dans le sentimentalisme et la bonne volonté boy-scout, apporte une générosité humaine dont notre cinéma a perdu l'habitude.

A ce titre, est-ce de savoir si bien parler des hommes qui permet à Sautet, cette fois, de parler d'une femme aussi bien que les cinéastes féminines se sont mises elles-mêmes à parler des femmes ?

SERGE RICHARD

Jacques Doillon : « La Femme qui pleure » ; Alan Rudolph : « Remember my name » ; Peter Handke : « La Femme gauchère » ; Chantal Akerman : « Les Rendez-vous d'Anna » ; Claude Sautet : « Une histoire simple ».

Souvenez-vous, c'était au bout de la rue. On s'y rendait presque machinalement, le samedi soir après l'turbin, comme dit la chanson. Qu'importait le programme ? Le rêve était dans la salle, navets ou chefs-d'œuvre contribuaient à le nourrir. On vivait par procuration des amours fatales qui vous laissaient le cœur barbouillé de nostalgie. On se noyait dans l'œil gigantesque des stars, car il y avait encore des stars à cette époque. Hollywood les fabriquait, cent fois plus grandes que nature, et les affiches les proposaient à l'adoration des foules. Chaque quartier comptait qui son Alhambra, qui son Mogador ou son Magic Palace, noms prestigieux qui tenaient leurs promesses.

Deux générations au moins portent le deuil de ces temps héroïques, et la troisième, celle des moins de vingt-cinq ans, se penche, fascinée, sur la malle aux souvenirs. Le film qu'ont réalisé Serge Moati et Roger Grenier s'adresse donc à tous (T.f.1, le vendredi 22 décembre, à 20 h 30).

C'est l'histoire d'un garçon dévoré par le cinéma comme M. Le Trouhadec par la débauche. A l'origine : un livre doux-amer, « Ciné-Roman », qui valut à Grenier le prix Fémina. Serge Moati y retrouve sa propre enfance, à Tunis, où son père possédait une petite salle nommée l'Ecran. Il confie le rôle principal à son fils spirituel, le jeune Gilles Laurent, qui aspire lui aussi à devenir metteur en scène. Par-delà les années, trois passions se rejoignent pour n'en former qu'une et transmettre au cadet l'héritage de ses aînés.

C'était hier. On approchait sans le savoir de la Seconde Guerre mondiale. Quand des bruits de bottes retentissaient aux frontières, on rentrait la tête dans le cou, on répétait : « Ce n'est pas possible, cela n'arrivera pas », pour conjurer le mauvais sort. Et l'on surenchérissait d'insouciance sur l'air de « Tout va très bien, Madame la Marquise ». Pour abriter ce somnambulisme, quel meilleur refuge que le cinéma ? Il oppose au chaos son ordre exemplaire ; à l'angoisse, ses illusions ; et il ouvre les portes d'un autre monde où tout finit par s'arranger. Voilà pourquoi un couple de petits commerçants décida un jour d'acheter une très modeste salle : le Magic Palace.

Désastreuse opération. Le public délaissait l'établissement en faveur du dancing voisin. La faillite ne tarda pas, et l'ancien propriétaire redevint maître des lieux pour une bouchée de pain. Rien là que de sordidement banal, dira-t-on. C'est oublier la magie du Palace. Elle dore la pilule, brouille les cartes, étourdit les victimes. Où est le vrai ? Où, le faux ? Que pèsent les dettes au pays des mille et une nuits ?

A voir les paumés cheminer dans les nuages, on pense inévitablement aux midinettes de Fellini hypnotisées par le Cheikh blanc. Mais si Moati rend aux adultes leur âme d'enfant, il ouvre les yeux des enfants sur les faiblesses des adultes. François, le fils des commerçants ruinés, fait, à la dure, son apprentissage d'homme. Il découvre les mensonges de l'amour et la cruauté de l'argent. C'est à qui roulera son prochain. Triste humanité dont (par quel sortilège ?) le film tire ses héros. Oui, sur l'écran, les vieux beaux se transforment en jeunes premiers et les Cendrillons en princesses.

Tourné à Lagny dans un cinéma d'avant le déluge, interprété par ces saltimbanques d'élite que sont Jacques Dufilho, Daniel Gélin, Rosy Varte, Maurice Biraud, Catherine Arditi et Paulette Frantz, dont la ronde entoure l'admirable Gilles Laurent, ce pèlerinage aux sources du rêve a plongé la télé en état de grâce. Avouons-le, elle en avait besoin.

GABRIELLE ROLIN

EDITIONS DES ORGEVAUX

L'BESTIAU

de

Raymond Bussières

Textes choisis
Illustrés de 7 gravures sur lino
de l'auteur

* On y découvrira que Bubu écrivain a les mêmes préoccupations que Bubu acteur, le bonheur des hommes, le bonheur à la force du combat si nécessaire.

BULLETIN DE COMMANDE

L'exemplaire 45 F
(chèque bancaire ou postal)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

A retourner à Editions des Orgevaux
66, avenue Jean-Jacques Rousseau
93190 Livry-Gargan.

au risque de faire plaisir



livres

Une sélection de Jean-Paul Liégeois

Lettres

**** Pablo Neruda : Troisième Livre des odes (Gallimard).***

Vingt ans après leur parution, voici enfin traduits en français ces poèmes qui chantent la vie quotidienne du Chili, ses beautés (la naissance du cerf, la migration des oiseaux, la valse des vagues, l'albatros voyageur, etc.) et ses objets courants (un camion rouge, un chariot de bois, une boîte à thé, une cuillère, une pierre, des ciseaux, etc.). Avec ce beau texte prémonitoire en conclusion : « J'ai laissé le printemps /Au travail dans ma patrie ».


Boris Vian

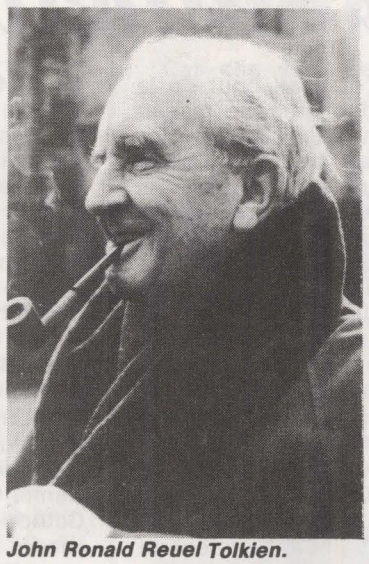
**** Boris Vian : Romans, nouvelles, poèmes et théâtre. Préface de Cavanna (Jean-Jacques Pauvert).***

Sont ici rassemblés : « l'Ecume des jours », « l'Arrache-cœur », « l'Automne à Pékin », « Je voudrais pas crever », « les Fourmis », « les Poissons morts », « Blues pour un chat noir », « le Dernier des métiers » et « Tentative de brouillage de cartes ». La meilleure introduction possible pour qui ne connaîtrait pas encore Boris. Comme l'assure Cavanna : « Vous allez vous régaler. Que dire de plus ? »

**** Swift : Voyages de Gulliver. Illustrations de Granville (Garnier).***

La présence des dessins de Granville, page après page, donne une force étonnante au texte de Swift. La « Notice sur Jonathan Swift », signée Walter Scott, est une autre des merveilles de cet ouvrage.

**** Lawrence Durrell : les Iles grecques (Albin-Michel).***


John Ronald Reuel Tolkien.


Brassaï

Cette invitation au voyage est un chef-d'œuvre : avec Durrell on embarque en rêve pour Cythère, les Cyclades, Rhodes, Lesbos ou la Crète. Il ne s'agit pas d'un simple reportage, mais d'un long poème en forme de carnet de voyage.

**** Brassaï : Henry Miller rocher heureux (Gallimard)***

Ce livre est la suite du « Henry Miller grandeur nature » que Brassaï nous avait donné en 1975. Après Miller le Bohême, c'est Miller le Célèbre qui nous est conté. Avec ce foisonnement d'anecdotes, de témoignages et de longs dialogues que nous connaissons depuis les « Conversations avec Picasso ».

**** Julien Green : Dans la gueule du temps (Plon).***

« J'ai commencé à tenir régulièrement mon journal en 1928. » Green nous offre aujourd'hui ses cinquante ans de souvenirs en les accompagnant d'une kyrielle de photographies d'actualité. La mémoire subjective d'un grand écrivain confrontée aux grands événements de son temps : une réussite.

**** John Ronald Reuel Tolkien : le Seigneur des anneaux (Jean-Jacques Pauvert).***

Un des grands classiques mondiaux de la littérature fantastique. Une légende foisonnante, peuplée de créatures magiques. Le contraire d'une œuvre cartésienne.

**** Léon Cladel : N'a-qu'un-œil (Editions Garnier, collection Classiques populaires).***

Salué par Verlaine, Villiers de L'Isle-Adam, Barbey d'Aurevilly, Flaubert, Hugo et Garibaldi, Léon Cladel fut considéré par ses contemporains comme l'un des plus grands romanciers de son temps. Son premier roman fut préfacé par Baudelaire. Tous ses livres font l'éloge de la République, certains de la Commune. La publication de « N'a-qu'un-œil » répare une injustice en tirant Cladel de l'oubli. Dans la même collection, on trouve des ouvrages de Paul Féval, Ponson du Terrail, Emile Gaboriau, Adolphe Belot, Louis Noir, Frédéric Soulié, etc.

**** Romain Rolland : Vie de Tolstoï (Albin Michel).***

La réédition de cette biographie est une aubaine : elle était introuvable depuis des décennies...

**** Albert Camus et Arthur Koestler : Réflexions sur la peine capitale (Calmann-Lévy).***

Une autre réédition d'importance. Et qui amènera quelques réflexions amères : le livre est paru en 1957. En Angleterre, le plaidoyer de Koestler a été entendu et la peine de mort supprimée. En France, la colère de Camus n'a pas encore été entendue, et on en est toujours aux palabres...

**** Marcel Jean : Autobiographie du surréalisme (le Seuil).***

Le mouvement surréaliste peint par lui-même, raconté à travers ses propres textes. L'anthologie qui manquait. Où l'on retrouve évidemment Aragon, Artaud, Breton, Char, Desnos, Eluard, Péret, Queneau et Tzara, mais aussi Arp, Baron, Bunuel, Chaplin, De Chirico, Duchamp, Ernst, Jarry, Leiris, Crevel, Picasso, etc.



**** Fontaine : De la poésie comme exercice spirituel. Préface de Max-Pol Fouchet. (Editions de Saint-Germain-des-Prés).***

La réédition d'un numéro spécial de la revue « Fontaine », paru à Alger en mars-avril 1942. On y trouve les signatures de Pierre Emmanuel, Pierre Boutang, Jean Amrouche, Louis Parrot, Joë Bousquet, Lanza del Vasto, Pierre-Jean Jouve, Max Jacob, Henri Bosco, etc. La revue se mit au service de la Résistance, et le contenu de ce numéro spécial suscita des engagements dans la lutte clandestine.

**** Emile Guillaumin : Au pays des Ch'tits gas (Plein-Chant, c/o Edmond Thomas, Bassac, 16120 Châteauneuf).***

Trente courtes pièces en langage parlé du Bourbonnais. Parues pour la première en 1899, elles témoignent de ce qu'était la vie quotidienne des paysans du centre de la France à la veille du XXe siècle. Ce recueil littéraire est aussi un document historique, linguistique et ethnographique de premier ordre.

**** Louis Lanoizelée : Souvenirs d'un bouquiniste (l'Age d'Homme).***

La passion d'un « morvandiau » pour les livres. Mineur de fond à dix-huit ans, Louis Lanoizelée est aujourd'hui, à quatre-vingt-deux ans, le doyen des bouquinistes parisiens. Il raconte avec le cœur d'un jeune homme sa vie sur le quai des Grands-Augustins, ses rencontres avec des inconnus ou des écrivains célèbres. Sa vie aura été une grande aventure, bien qu'il n'ait que peu voyagé...

Arts plastiques

**** Jean Selz : Gustave Moreau (Flammarion, collection les Maîtres de la peinture moderne).***

Une étude très complète sur celui qui fut « un symboliste d'avant les Symbolistes ». Le quarante-quatrième ouvrage d'une série dont la dernière réussite avait été le « Magritte » de Bernard Noël.

**** Tout l'œuvre peint de Hogarth (Flammarion, collection les Classiques de l'art).***

Le peintre anglais du XVIIIe qui fut le chantre ironique de la bourgeoisie montante et conquérante. Un art neuf pour l'époque. Baudelaire l'avait écrit. Le savons-nous encore ?

**** Joseph Gutman : Manuscrits hébreux (Chêne).***

Où l'on se rend compte combien le graphisme et la décoration occupent une place privilégiée dans la tradition juive.

**** Jean-René Gaborit : Art gothique (Hachette-Réalités).***

L'année 1140, année de la construction du portail ouest de la basilique de Saint-Denis, est considérée comme la date de naissance du gothique. Gaborit s'atta-

che à démontrer comment cet art religieux va peu à peu devenir un art humaniste, comment ce style provincial va bientôt s'étendre à toute l'Europe.

**** Robert Benayoun : Erotique du surréalisme (Jean-Jacques Pauvert).***

L'érotisme est une des composantes les plus évidentes du surréalisme. Le livre de Benayoun, images et textes à l'appui, démontre que l'expression érotique des surréalistes renvoyait à leurs fantasmes plutôt qu'à l'acte sexuel lui-même.



églises de Rome à Gustave Doré, combien d'artistes l'Apocalypse a-t-elle inspirés ? Ce livre les recense, les rassemble et montre que les textes bibliques peuvent donner lieu à des interprétations fort différentes les unes des autres.

**** Irving Penn : les Belles Robes de Paris, 1909-1939 (Henri Veyrier).***

Le talent d'un photographe réussit à faire d'un défilé de mode une suite poétique et mystérieuse. Mannequins inanimés, avez-vous donc une âme ?

**** Nancy Hall-Duncan : Histoire de la photographie de mode (Chêne).***

Que les photos de mode soient d'abord des supports publicitaires, des pièges à consommateurs, chacun le sait. Mais a-t-on pensé que ces images, classées chronologiquement, peuvent constituer un témoignage éloquent sur l'évolution des mœurs ? C'est ce regard nouveau qu'apporte Nancy Hall-Duncan.

**** Claude Sauvageot : Photographier (Nathan).***

En vingt-cinq ans de reportage, Sauvageot a fixé des images dans le monde entier. Il raconte, clichés à l'appui, comment il a peu à peu appris à regarder...

**** Richard Avedon : Photographies, 1947-1977 (Denoël-Filipacchi).***

Eloge de la femme, éloge des femmes. Une frénésie de portraits fragiles ou cruels, bouleversants



**** Sophie Monneret : l'Impressionnisme et son époque (Denoël-Filipacchi).***

Le premier volume d'un « Dictionnaire international illustré » qui en comprendra quatre. Au-delà même de sa séduction esthétique, ce livre est le premier volet d'un travail unique : personne n'avait encore systématiquement recensé tout ce qui a trait à l'impressionnisme.

**** François Mathey : le Réalisme américain (Skira).***

Images, idéologie et illusions d'un peuple. Des primitifs du Far West aux hyperréalistes, Mathey nous entraîne dans une quête anthropologique de l'Amérique. La peinture se révélant, en l'espèce, un révélateur précieux et efficace.

**** Peter Strieder : Dürer (Nathan).***

Le prototype du beau livre : grand format, superbes illustrations. Mais la qualité du texte de Strieder en fait aussi un ouvrage de référence. Dans la même collection : « Rembrandt », « Michel-Ange » et « Léonard de Vinci ».

**** Frédéric Van der Meer : l'Apocalypse dans l'art (Chêne).***

Des mosaïques des premières églises de Rome à Gustave Doré, combien d'artistes l'Apocalypse a-t-elle inspirés ? Ce livre les recense, les rassemble et montre que les textes bibliques peuvent donner lieu à des interprétations fort différentes les unes des autres.

**** Irving Penn : les Belles Robes de Paris, 1909-1939 (Henri Veyrier).***

Le talent d'un photographe réussit à faire d'un défilé de mode une suite poétique et mystérieuse. Mannequins inanimés, avez-vous donc une âme ?

**** Nancy Hall-Duncan : Histoire de la photographie de mode (Chêne).***

Que les photos de mode soient d'abord des supports publicitaires, des pièges à consommateurs, chacun le sait. Mais a-t-on pensé que ces images, classées chronologiquement, peuvent constituer un témoignage éloquent sur l'évolution des mœurs ? C'est ce regard nouveau qu'apporte Nancy Hall-Duncan.

**** Claude Sauvageot : Photographier (Nathan).***

En vingt-cinq ans de reportage, Sauvageot a fixé des images dans le monde entier. Il raconte, clichés à l'appui, comment il a peu à peu appris à regarder...

**** Richard Avedon : Photographies, 1947-1977 (Denoël-Filipacchi).***

Eloge de la femme, éloge des femmes. Une frénésie de portraits fragiles ou cruels, bouleversants ou ironiques : Lauren Bacall, Brigitte Bardot, Gabrielle Chanel, Marlene Dietrich, Katharine Hepburn, Janis Joplin, Sophia Loren, Bette Midler, Marilyn Monroe, Jeanne Moreau, Maïa Plissetskaïa, Elizabeth Taylor, Tina Turner, etc. Un album fascinant.

**** Diableries. La vie quotidienne chez Satan au dix-neuvième siècle (Balland).***

Des chefs-d'œuvre d'art naïf : une série de plaques photographiques trouvées aux Puces de Montreuil et représentant, en une suite de saynètes, « la Vie quotidienne de Monsieur et Madame Satan aux enfers ». A faire rêver Fellini !

Danse

**** Sylvie de Nussac : 1978. L'année de l'Opéra et de la danse (Calmann-Lévy).***

L'agenda de qui a tout vu tout goûté pendant la saison 1977-1978 : Chéreau à Bayreuth, Teresa Berganza à l'Opéra de Paris, « Porgy and Bess » au Palais des Congrès, Maïa Plissetskaïa dans le « Boléro » de Béjart, Merce Cunningham à Nanterre, Carolyn Carlson dans les rues d'Aix-en-Provence, etc. Une mémoire fidèle.

**** Carolyn Carlson (Albin Michel, collection Visions de la danse).***

Portrait d'une danseuse qui est devenue « la » danseuse moderne. Elle est en passe d'être la grande chorégraphe de la fin du XXe siècle.

Cinéma

**** Philippe Arioti et Philippe de Comes : Arletty (Henri Veyrier, collection Flash Back).***

Toute la théâtro-filmographie de celle qui sera toujours la Garance des « Enfants du Paradis » est là, bien sûr. Mais ce livre vaut surtout par les commentaires d'Arletty elle-même, dont les auteurs ont su conserver le ton : en la lisant on l'entend parler ! Dans la même collection : « Philippe Noiret », par Dominique Maillet.

**** Patrick Cazals : Musidora la dixième muse (Henri Veyrier).***

Son nom est devenu celui d'une légende : la « méchante femme » qu'elle campa dès 1916 dans « les Vampires » et dans « Judex ». Mais Musidora fut aussi l'une des muses des surréalistes, une réalisatrice de films, un écrivain et une conférencière. Ce livre remet la vie de Musidora en ordre.



Carolyn Carlson.



Musidora.



Cuisine

**** E. de Pomiane : le Carnet d'Anna (Calmann-Lévy).***

Le petit livre qu'on peut consulter à tout moment pour se remémorer les recettes les plus courantes. Précieux.

**** Sylvie Marion : la Cuisine naïve (le Seuil).***

« Créer, faire chaque fois du nouveau avec ce qu'on a sous la main, tous ensemble et en riant, c'est ça, la cuisine naïve », telle est la définition de l'auteur. Son livre est une fête.

**** Suzanne Simonet : le Grand Livre de la cuisine occitane (Jean-Pierre Delarge).***

Des recettes pour vous chatouiller les papilles : l'anchoïade languedocienne, la sanquète de Lodève, les cagaroulettes comme à Bédarieux, les truites au vin de Madiran, le gras-double à la narbonnaise, les escalopes de foie gras aux raisins, la galette de pommes de terre ardéchoise, le brou de noix périgourdin... et vingt et un potages différents. A table !

**** Christiane Roy-Camille et Annick Marie : les Meilleures Recettes de la cuisine antillaise (Jean-Pierre Delarge).***

Un univers à explorer. Un art à apprendre, essentiellement basé sur la qualité et la fraîcheur des produits. La cuisine antillaise est par excellence une « cuisine du marché ».

**** Odette Kahn : la Petite et la Grande Cuisine. Préface de Robert Courtine (Calmann-Lévy).***

La cuisine est un jeu, un lieu de liberté et d'invention. Un livre de cuisine doit d'abord être un tremplin pour l'imagination. C'est le cas de ce « classique » qui s'ouvre sur l'A.b.c. : un calendrier des achats, c'est-à-dire des produits disponibles selon la saison.

**** Alexandre Dumas : le Grand Dictionnaire de cuisine (Henri Veyrier).***

Une merveille qui est à la fois un outil tout à fait alphabétique et un chef-d'œuvre d'humour. Cette phrase de Dumas donne le ton : « L'homme reçut de son estomac, en naissant, l'ordre de manger au moins trois fois par jour, pour réparer les forces que lui enlèvent le travail et, plus souvent encore, la paresse ».

**** Docteur Maury : Soignez-vous par le vin (Jean-Pierre Delarge).***

Cet ouvrage n'est peut-être pas à prendre au pied de la lettre. Mais sa lecture peut apprendre à chacun beaucoup de choses sur les propriétés et caractéristiques de tel ou tel vin.

**** Jean-Pierre Imbach et Claude Nouchi : Paris gourmand (Balland).***

Bistrots, brasseries et restaurants : cent tables dans Paris, entre trente et quatre-vingts francs par personne. Un guide sans rival.

Sports

**** Pierre Chany : 1978, l'année du cyclisme (Calmann-Lévy).***

Le vélo a ses « fondus » : René Fallet, Georges Conchon, Louis Nucéra, Yves Berger, Antoine Blondin, etc. Il a aussi son grand spécialiste : Pierre Chany, journaliste. La plupart de ses livres ont été couverts de lauriers. Celui-ci est tout à fait dans la tradition épique qui lui est chère.

**** Gaston Meyer et Serge Laget : le Livre d'or du sport français. 1845-1947 (Chêne).***

Un siècle d'aventures pionnières : les débuts de l'automobile, de l'aviation, du ski, du golf et du tennis ; la naissance des Jeux olympiques et celle du Tour de France ; Zola sur un vélo, Montherlant sur la cendrée, Camus sur un terrain de football. Et des centaines d'autres images qui font un bel album de famille.

Mer

**** Erik Abranson : Navires de haute mer (Fernand Nathan).***

Des premiers navires phéniciens aux pétroliers géants, en passant par la barque viking, le galion marchand, la frégate, la galère, le vaisseau de ligne, le baleinier, le clipper, le vapeur, le paquebot, etc. Leur rôle dans l'histoire de l'humanité est évident.

**** Encyclopédie illustrée des bateaux (Arthaud).***

Un monument qui est le résultat de la collaboration de spécialistes internationaux de la chose maritime : Suédois, Américains, Danois, Anglais, Allemands, Norvégiens et Français. Difficile de trouver un livre plus complet, plus documenté sur l'ensemble des problèmes de la navigation.

**** Marine de plaisance, voile et moteur (Denoël).***

Centré sur la seule plaisance, cet ouvrage a les qualités du précédent : il est précis et exhaustif. Il est d'autant plus clair que quinze cents illustrations visualisent toutes les explications. Il comprend, en outre, un glossaire trilingue des termes nautiques.

**** Jean Randier : Hommes et navires au cap Horn. Préface de Paul Guimard (Hachette-Réalités).***

« Le cap Horn aurait pu n'être à jamais que ce qu'il est : un point sur la carte du monde. Les hommes en ont fait une épopée. Les hommes et les navires. Et je ne connais pas de titre plus exact, plus simple et plus beau que celui du livre de Jean Randier, somme savante et chaleureuse d'une aventure humaine commencée il y a quatre siècles et qui menaçait de naufrager dans la mémoire éteinte de ses derniers témoins ». Signé : Paul Guimard.

**** Alain Bombard : Au-delà de l'horizon (Presses de la Cité).***

« Homme libre, toujours tu chériras la mer ! » De cette exclamation de Baudelaire, Bombard a fait sa devise. Et il a voulu, récemment, communiquer cette passion à des millions d'hommes et de femmes, à travers sa série télévisée « Au-delà de l'horizon ». Ce livre reprend l'essentiel des douze épisodes de cette histoire de la mer.

Montagne

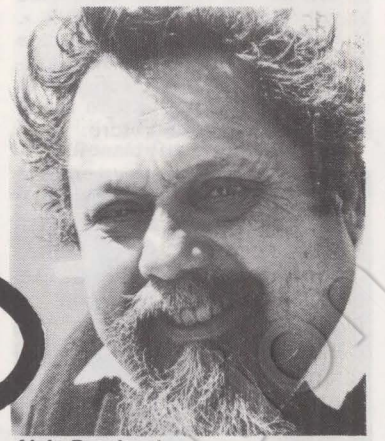
**** Haroun Tazieff : Erebus, volcan antarctique (Arthaud).***

Le volcanologue Tazieff placé devant le plus étonnant des volcans en activité : l'Erebus, 4 000 mètres, en plein pôle Sud. Il tente d'en percer le mystère en affrontant les froids et les blizzards polaires...

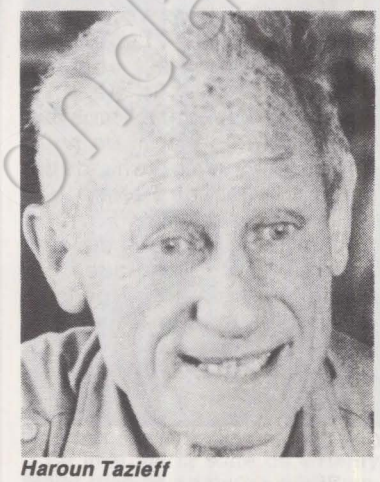
Voyages

**** Pierre Gascar : la France, découverte aérienne (Arthaud).***

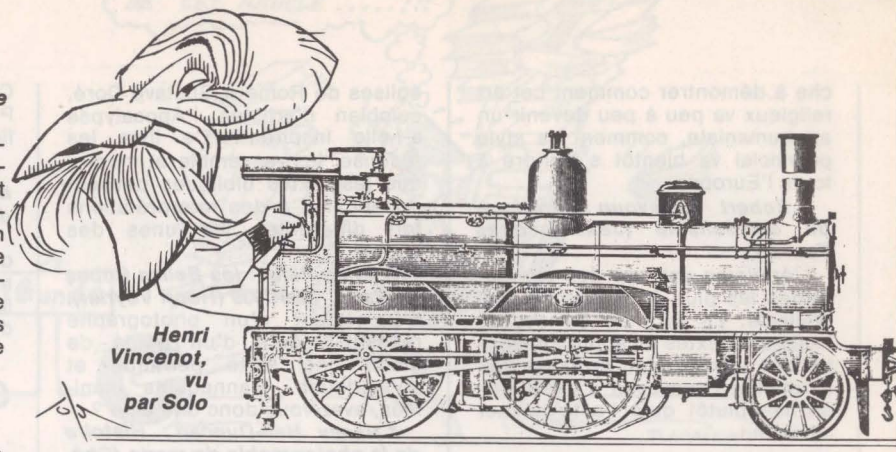
Montagnes, glaciers, fleuves, vallées, villages, châteaux, églises et villes vus d'en haut. Un regard différent. « Ce livre, écrit



Alain Bombard



Haroun Tazieff



Henri Vincenot, vu par Solo

Pierre Gascar, est la fixation du moment où l'histoire de la France et de l'homme se transforme plus qu'elle ne l'a fait depuis ses débuts. »

**** Maurizio Taddei : Inde (Fernand Nathan, collection Merveilles du monde).***

De 3 000 ans avant notre ère au XVIIIe siècle : traces et péripéties d'une civilisation à travers un grand itinéraire artistique. Dans la même collection : « Maya », « Egypte », « Khmer », « Japon », « Islam », « Inca » et « Grèce ».

**** Daniel Dreux : Guatemala (Presses de la Cité, collection Connaissance du monde).***

Dans les gouffres du pays maya. Des trésors enfouis dans la jungle. Une autre culture. Une autre manière de vivre. Dans la même collection : « le Nil, des sources au delta », « les Alpes » et « Bali, matin du monde ».

**** Jacques Legris : Tauromachie. Préface d'Antoine Blondin (Hachette-Réalités).***

Un autre profil de l'Espagne, avec un détour par la Camargue. Et cette palpitation qui éveille « un vol de lèvres peintes et d'éclats de rire jusqu'au petit matin », pour reprendre la phrase de Lorca que cite Blondin dans sa préface. On est de ces aubes ou on n'en est pas ; il n'y a pas de moyen terme.

Histoire

**** Armand Lanoux et Stellio Lorenzi : Zola (Atelier Marcel Julian).***

Zola et l'affaire Dreyfus : une des grandes réussites de la télévision en 1978 est devenue un livre. Personne ne s'en plaindra.

**** Henri Vincenot : la Vie quotidienne dans les chemins de fer au XIXe siècle (Hachette Littérature).***

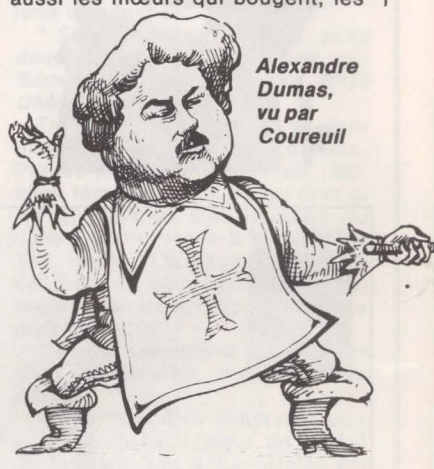
Le premier ouvrage est une anthologie littéraire illustrée du chemin de fer. Le second raconte la naissance du chemin de fer. Les deux se complètent.

**** Affiches et luttes syndicales de la C.g.t. (Chêne).***

Une promenade à travers le temps, le long d'un mur couvert d'affiches. C'est l'histoire de la classe ouvrière française qui se déroule sous nos yeux. Une documentation exceptionnelle.

**** La Belle Epoque : les illusions délicieuses de l'Europe durant quinze ans de son existence (Fernand Nathan).***

Ni éloge ni pamphlet, cet ouvrage collectif ne cache rien de la réalité : derrière le cancan et le charme discret du plaisir de quelques-uns, à côté de « l'avant-garde en chapeau melon », il y a aussi les mœurs qui bougent, les classes sociales qui se heurtent et l'économie mondiale qui se fissure...



Alexandre Dumas, vu par Coureuil

**** Jean-Louis Rieupeyrout : les Fils du soleil. 1-Les siècles de la liberté (le Seuil).***

Le premier volume d'une étude sur les Indiens d'Amérique à l'époque précolombienne. Il s'attache au sud-ouest des Etats-Unis.

**** Gert Chesi : les Derniers Africains (Arthaud).***

Chesi plaide pour la reconnaissance de l'apport culturel de l'Afrique à la culture mondiale. Mais, après avoir traversé des siècles de richesses, il demande : que va-t-il en rester demain ?

**** Michel Huet : Danses d'Afrique (Chêne).***

Voici justement l'une des grandes richesses de l'histoire culturelle africaine : le langage du corps à travers le continent noir.

Vies régionales

**** Pierre Grimal : le Quercy (Arthaud).***

Portrait d'une province qui a survécu malgré les ravages des guerres et ceux de la dépopulation.

**** Jacques Laccarière : Gens du Morvan (Chêne, collection Terroirs).***

Bois, attelages et chaumes. Vents, paysages et visages. Le Morvan a ses formes et ses couleurs. L'écriture de Laccarière restitue presque ses odeurs.

Dans la même collection : « Beaujolaises » et « les Luberons ».

**** Robert Lartigue : les Dictons météorologiques de nos campagnes (Jean-Pierre Delarge).***

Des centaines de petites formules populaires qui en disent plus sur la pluie et le beau temps que tous les bulletins météorologiques. Par exemple, on dit en Anjou : « Janvier et février / Comblent ou vident le grenier. » Et on précise en Champagne : « Le vent du Jour de l'An / Existe moitié de l'an. »

**** Marye Cameron-Smith : le Livre complet de la conserve (Dessain et Tolra).***

Des recettes classiques, des suggestions pleines d'imagination pour conserver fruits et légumes en bocaux, mais aussi confitures, marmelades, compotes et sauces. Conserves temporaires et salaisons figurent aussi dans ce guide. Une « bible ».

Insolite

**** Piotr : Délation mon Amour (Maspero).***

Un jour, le ministre Alain Peyrefitte a déclaré : « Il faut donc que



Pierre Dac

les citoyens dénoncent les criminels. La délation des criminels fait partie du peuple. Il faut la délation. » Piotr a poussé ce raisonnement jusqu'à l'absurde et nous montre en bandes dessinées à quel type de société ce genre d'incitation peut conduire...

**** Cami : les Mystères de la Forêt-Noire (Jean-Jacques Pauvert).***

Un roman du « plus grand humoriste in the world », comme l'appelait Charlie Chaplin. C'est la septième de ses œuvres qui paraît ainsi chez Pauvert. Mais il nous en reste encore plus de dix à découvrir.

**** Pierre Dac : Essais, maximes et conférences (le Cher-Midi).***

Sous les flots de son insolence et de son apparente incohérence, Pierre Dac n'a jamais réussi à engloutir complètement toute philosophie. A titre d'exemple, cette maxime : « Vivre hors du monde tout en restant dans le temps n'est pas à la portée de tout le monde. »

**** Alphonse Allais : le Boomerang ou Rien n'est mal qui finit bien (Garnier, collection Classiques du rire et du sourire).***

Un roman sur la candeur et la naïveté. Une œuvre trop peu connue d'Alphonse Allais. Dans la même collection : « l'Invalide à tête de bois », d'Eugène Mouton, « les Petites Comédies du vice », de Chavette, et « les Pensées d'un emballeur », de Commerson.

(La semaine prochaine : une sélection de livres pour les enfants).



télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

A l'approche des fêtes de fin d'année, les trois chaînes de télévision commencent à déballer leurs cadeaux.

Vendredi 15 décembre : clins d'œil sur le passé.

Une femme pleine de fougue et de feu, la chanteuse québécoise Pauline Julien chante sur T.f. 1 à 22 h 45. Ne la manquez pas.

Rendez-vous habituel du vendredi soir sur Antenne 2, à 21 h 30, avec Bernard Pivot à Apostrophes : « Sources et racines », avec Isaac Basheirs Singer, prix Nobel de littérature 1978, Jean Orieux et Pierre Gougaud. Chacun de nous se rattache à sa terre natale, à ses origines, pour prouver une identité, pour sauvegarder un patrimoine menacé moins pour valoriser une particularité ou l'exclusivité d'une culture.

Ensuite, à 22 h 50, au Ciné-club, rencontre entre Jean Renoir et Jacques Prévert : « le Crime de Monsieur Lange », réalisé en 1936. Ce film reflète bien la France d'alors : l'oppression des ouvriers, mais aussi l'espérance en une société populaire. Merveilleuse interprétation de Jules Berry en M. Batala.

Sur F.r. 3, à 21 h 30, un autre monstre sacré au Cinéma du soleil, avec un portrait de Raimu, sublime cabotin.

Samedi 16 décembre : F.r. 3 diffuse à 20 h 30 le deuxième épisode de « Mazarin ». La Fronde s'étend même aux Grands. L'intéressante « réhabilitation » du cardinal se poursuit.

Dimanche 17 décembre : grands spectacles pour petits écrans.

Essayez de faire avaler du cinémascope à la télévision ! C'est pourtant ce que nous propose T.f. 1, à 20 h 30, avec « les Canons de Navarone ». Ce film supporte mal la réduction et les années. Pour les mordus de l'aventure fertile en rebondissements.

Sur la grande scène, « Alcina », opéra de Georg-Friedrich Haendel, spectacle enregistré au festival d'Aix en juillet 1978 : sur Antenne 2, à 21 h 40.

Alberto Lattuada décrit sur F.r. 3, à 22 h 30, « les Adolescentes » en butte aux troubles de leur âge. Dépassé, mais intéressant témoignage (1961).

Lundi 18 décembre : le début de la fin.

T.f. 1 a choisi dans ses programmes de fin d'année trois dimensions : la gaieté, le rêve et la générosité, et commence avec le cycle Charlie Chaplin à 20 h 30 en présentant « le Kid » (« le Gosse », 1921), premier long métrage de l'acteur. Charlot, victime de la société, part à la poursuite de l'amitié et de l'amour.

Mardi 19 décembre : dilemme.

T.f. 1 commence un feuilleton de six épisodes sur l'« Histoire du chevalier Des Grieux et de Manon Lescaut », d'après l'œuvre de l'abbé Prévost. Les « Bonnie and Clyde » de la Régence. C'est aussi le début de l'époque coloniale et de la déportation en Louisiane des filles de mauvaise vie. Cette semaine, la rencontre.

A 16 h 45, sur Antenne 2, une nouvelle série proposée par Anne Sabouret : « Par elles-mêmes ». Six femmes racontent une journée de leur vie active professionnelle et familiale. Aujourd'hui, France Rochard, chirurgien en cancérologie.

Antenne 2 ne veut pas être en reste et consacre ses dossiers de l'écran à Charlie Chaplin à 20 h 30. Ne nous en plaignons pas ! « Le Gentleman vagabond » est une biographie du grand artiste, mais aussi l'une des plus émouvantes histoires d'amour de notre époque. Suivra un débat animé par Joseph Pasteur.

Rires aussi sur F.r. 3 à 20 h 30 : une bouffée d'avant-guerre avec Fernandel en comique troupier. « Ignace » est un petit nom charmant.

Mercredi 20 décembre : satires et tricheries.

Charlie Chaplin sur T.f. 1 à 20 h 30. Deux réussites : « Charlot soldat » et « le Pèlerin ». Satires de la guerre et de la religion qui commencèrent à déranger les bien-pensants d'Amérique, pour notre plus grande joie !

« Tant qu'on a la santé », nous dit Pierre Etaix à 15 h sur Antenne 2. Tout conduit à la folie collective, mieux vaut en rire.

Marcel Carné, réalisateur des « Tricheurs », sur A. 2 à 21 h 35, fait découvrir un nouveau type de séducteurs : Laurent Terzieff et Jean-Paul Belmondo. Fresque d'une certaine jeunesse de la fin des années cinquante. A très mal vieilli.

Jeudi 21 décembre : journée à l'anglaise.

Quelle bonne idée a eue T.f. 1 de programmer pour les vacances scolaires Charles Dickens. Petits et grands enfants, regardez à 13 h 35 « les Temps difficiles ». Premier volet de quatre épisodes de John Irvin : un cirque ambulant arrive dans les rues sinistres de la ville de Cokeville. Une époque victorienne dans une Angleterre de la seconde moitié du XIXe siècle en butte aux méfaits de l'industrialisation.

A 16 h 15, autre cirque anglais, mais de nos jours, celui des Chipperfield.

Le chevalier Des Grieux et Manon Lescaut poursuivent leurs aventures à 20 h 30.

Un chef-d'œuvre nous attend à 21 h 35 : « les Lumières de la ville ». Le plus douloureux, le plus cruel et le plus doux des films de Charlie Chaplin. A ne pas manquer.



Charlie Chaplin, vu par Solo.

Préférez-vous la grande musique ? Antenne 2 consacre sa soirée à l'opéra avec « Samson et Dalila », de Camille Saint-Saëns. Son portrait, par Claude Chabrol, meublera l'entracte.

Les inconditionnels du western regarderont « les Aventures du capitaine Wyatt », à 20 h 30, sur F.r. 3. Un film en technicolor avec Gary Cooper — un grand classique.

Ouf ! Mais pourquoi faut-il attendre Noël pour voir des programmes de qualité ?

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

Demandes d'emploi

25 ans, D.e.c.s., cherche stage expert-comptable (expérience cabinet un an).

M. Fabrice Pageot, 34, avenue de la Pierrerie, Bt 1, 77680 Roissy-en-Brie. Tél. 029-47-84.

Offres d'emploi

Mairie d'Orsay (Essonne) recrute de toute urgence un appariteur-enquêteur pour son service de police et d'enquêtes.

Adresser candidature à M. le Maire, 91400 Orsay.

Ville de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) recrute de suite directeur (trice) centre de loisirs 6 à 14 ans. Mercredis et petites vacances scolaires.

Ecrire Olpafed, mairie, 77190 Dammarie-les-Lys.

Divers

Philosophe devenu bureaucrate, 30 ans, éloigné épouse raisons professionnelles, voudrait échapper solitude à Paris, courant indifférent mais passion René Char.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

cinéma 3

N° 240 - DECEMBRE

*

Cinéma soviétique
hier et aujourd'hui

*

Les nouveaux cinémas
arabes

*

Entretiens avec
Alan Rudolph
Claude-Jean Philippe

*

Tous les films de décembre à la télé.
Cycles Chaplin et Renoir.

*

Et toute l'actualité
cinématographique.

En vente partout : 12F,
et 6, rue Ordener - Paris 18e

n.r.s.

la nouvelle revue socialiste

Dans le numéro 35, vous trouverez :

• **Dossier :** la crise et le projet, Jacques Delors, Gabriel Gosselin

• **Débat :** Pouvoirs ? Catherine Lalumière, Jean-Pierre Worms

• **International :** Amérique centrale, Amérique latine

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.R.S., 12 cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement (un an) :

de 95 F ..... (étudiant)

de 115 F..... (normal)

de 160 F ..... (soutien)

Ci-joint un chèque de ..... F

Nom et prénom.....

Adresse.....

.....

.....

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins.
Gilberte Muller. Véronique Neiertz.
Francis Pisani. Emmanuèle Plas.
Jean-Loup Reverier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno.
Antoine Violet. Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbe - Tél. 878.40.73.
Coordination : Offres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE :.....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

deux styles de vie.

Devenez propriétaire avec toutes les garanties techniques et financières d'un groupe qui a déjà réalisé 65.000 maisons en Europe.

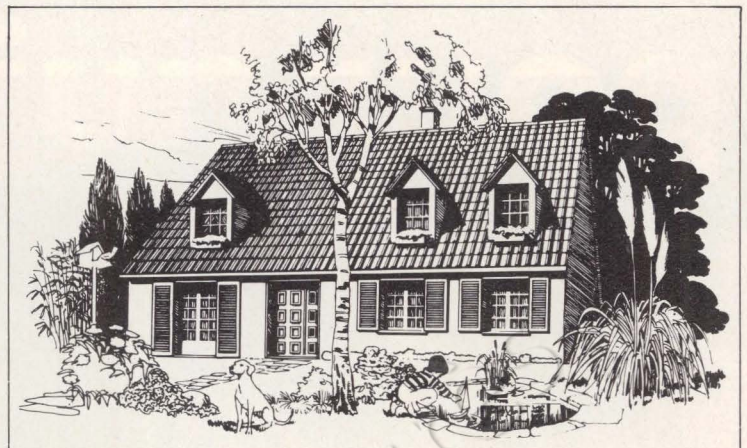


Modèle Alezan type V et VI

* Prix moyen régional Alezan type V. 210 000 F ferme et définitif terrain compris, valeur livraison actuelle.

DANS UNE RÉSIDENCE-VILLAGE

Une formule privilégiée : avec un 1er versement minime, maximum de financements aidés par l'État. Une garantie chômage et un contrat d'un an à l'essai dans votre maison. Le prix couvre tout : terrain, construction, finitions et toutes formalités.



Modèle ESPACE Type V

Modèle ESPACE Type V avec lucarnes : 178 100 F, prix régional, ferme et révisable, au 1/10/78, terrain non compris.

DANS UNE MAISON SEMI SUR LE TERRAIN DE VOTRE CHOIX

Une gamme originale de maisons en maçonnerie traditionnelle. Nous contrôlons chaque étape de la construction, confiée à des entreprises de votre région. Tout cela pour des prix vraiment compétitifs et sans surprise.

GROUPE MAISON FAMILIALE

GMF

21, rue de la Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 265.68.64

Je désire recevoir sans engagement et gratuitement

☐ **votre brochure «Résidence Village GMF»** ☐ **votre brochure «Maisons SEMI»**

Nom_____

Adresse_____

_____ Tél._____

U 12/78



Banque Centrale des Coopératives

Banque du Mouvement coopératif depuis plus de 30 ans la BCC est aussi la banque de tous ceux qui – associations, mutuelles, coopérateurs – ont avec la coopération des liens de pensée ou d'action

Agences région parisienne : Paris - Boulogne

Agences province :
Douai - Lille - Dunkerque - Nancy - Limoges - Lorient - Niort
Châtellerault - Rouen - Caen - Valence - St-Etienne - Lyon
Bordeaux - Strasbourg - Toulon - Marseille

Pour tous renseignements : tél. 233.44. 71

bcc

L'EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION

Siège social : 12, place de la Bourse, 75002 Paris

François Mitterrand: un écrivain pour aujourd'hui.



L'Abeille et l'Architecte est d'abord une œuvre d'écrivain. Bonheur d'écrire, culture fulgurante, sagesse à la Montesquieu, éblouissement devant la vie, ce livre, à la suite de **La Paille et le Grain** fait partie des œuvres qui échappent au temps.

408 pages.
48 F.

FLAMMARION

Jean-Jaurès Fondation

Synergie, K.E.